

**Les pays pauvres, toujours plus pauvres
pendant que les riches spéculent.**

p. 6 et 7

lutte ouvrière

Extradition
des Basques :

**une
crapulerie
d'état**

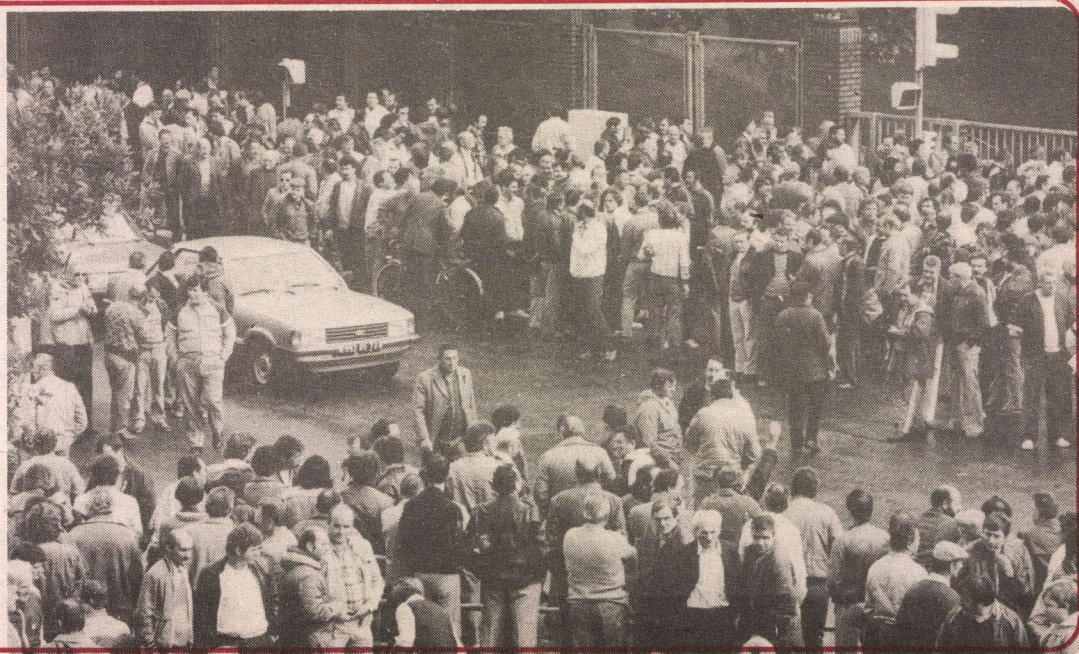
p. 20

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 852 - 29 septembre 1984 - prix : 6 F

**diriger les luttes,
c'est l'affaire
de tous les
travailleurs**

**Les mouvements
dans
les usines
Renault**

(voir nos articles p. 10 à 13)



(photo Le Maine Libre)

sommaire

Dans le monde

Pages 6 et 7 :

- Les pays pauvres contraints à payer, pendant que les pays riches alimentent la spéculation.
- L'Afrique en voie d'appauvrissement.

Page 8 :

- Grande-Bretagne : vers une extension de la grève des mineurs ?

En France

Page 4 :

- Euthanasie : une question de société, pas de législation.
- SICOB : des merveilles au profit des profits.

Page 5 :

- Les patrons au gouvernement : « Rendez-nous l'exploitation plus facile ! »

Pages 10 à 13 :

- Dans les usines Renault :
 - Les travailleurs du Mans ne se sont pas laissés faire.
 - Le Mans : une grève bien démarrée, que direction et dirigeants syndicaux se sont empressés de terminer.
 - Flins : l'ambiance dans les ateliers.
 - La rentrée à Billancourt.
 - Saint-Ouen : le ton monte.

Page 14 :

- Rhône-Poulenc Vitry Hispano-Suiza.
- Rentrée scolaire difficile dans le Puy-de-Dôme.

Page 15 :

- CGCT ; Alstom-Atlantique ; Chantiers de La Ciotat.

Page 16 :

- Hôpital Edouard-Herriot Lyon ; Ateliers et Dépôt SNCF de Nevers ; Cézus-Chimie Jarrie (38).

Page 20 :

- Extraditions et expulsions des réfugiés basques : les droits démocratiques ne pèsent pas lourd face aux raisons d'Etat.

Culture

Page 17 :

- Livres : L'été 36 de B. Poirot-Delpech ; Histoire d'un domaine ; Laura Bruns de P. Cauvin.

Pages 18 et 19 :

- Films : Le meilleur ; Paris, Texas.
- Exposition : Le Douanier Rousseau au Grand Palais.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Chère assurance

Le gouvernement s'inquiète, les compagnies d'assurances aussi. D'après les rapports du Fonds de garantie de l'assurance, qui intervient pour indemniser les victimes quand l'automobiliste n'est pas assuré ou mal assuré, ou quand il est inconnu, cet organisme traiterait quelque 10.000 dossiers de non-assurés. Par ailleurs, il y aurait quelque 200.000 contraventions par an à l'encontre de conducteurs en infraction au paiement de l'assurance. Et ces chiffres seraient en progression... Alors, pour enrayer le mal, il est

question de mettre au point une vignette que chaque automobiliste collerait sur le pare-brise (une de plus) pour témoigner qu'il est en règle avec son assurance. Mais, tant qu'à avoir des idées, le gouvernement pourrait peut-être chercher aussi ce qui ne va pas du côté des compagnies d'assurances.

Les compagnies d'assurances ont en effet considérablement augmenté les tarifs, en même temps qu'elles pénalisent plus lourdement les chauffeurs ayant eu des accidents, quand elles ne refusent pas tout simplement de les assurer. Le *Nouvel Economiste* du 24 septembre 1984 explique entre autres que la réforme du système du bonus et du malus va se traduire par le fait que le bonus ne progressera que de 5 % par an contre 10 % dans l'ancien système. Par contre, les pénalisations liées au

malus seront plus draconiennes, car la prime sera désormais majorée de 25 % dès le 1^{er} accident, au lieu de 10 % précédemment. Et, qui plus est, le calcul se ferait, non plus sur la base d'un tarif de référence, mais sur la prime payée l'année précédente.

Quant au gouvernement, il a sa part de responsabilité (et d'intérêt) dans la hausse des tarifs, puisque le taux des taxes prélevées sur les cotisations serait passé de 16,5 % en 1981 à 31,5 % en 1984.

Mettre en place un système pour détecter au plus vite l'automobiliste récalcitrant, cela sera une tracasserie de plus pour tout le monde. Mais on ne fera rien pour régler les vrais problèmes pour les automobilistes, qui sont la cherté des tarifs d'assurance et l'arbitraire des compagnies d'assurances.

Annie DESCHAMPS

Les voutours

Le groupe d'assurances Concorde a lancé une opération publicitaire pour son « plan de protection chirurgicale ». Dans la lettre personnalisée envoyée à un certain nombre d'assurés sociaux, il vante les mérites de son plan : « Vous savez que, devant l'augmentation croissante des dépenses de santé, les pouvoirs publics pourraient réexaminer certains points de notre système de protection sociale. Pensez-y : que deviendront, peut-être prochainement, les taux de remboursement de vos frais médicaux et hospitaliers ? Et quels seront les montants des « tickets modérateurs » restant à votre charge ? »

Le plan propose donc un remboursement de 500 F, 400 F ou 250 F par journée d'hospitalisation, suivant le montant des primes versées.

Comme quoi, la politique d'austérité appliquée à la santé n'est pas perdue pour tout le monde.

Et un petit cadeau pour les proprios !

Le ministre du Logement, Paul Quilès, prépare un nouveau décret modifiant la loi de 1948 et les décrets de 1964 et 1978 qui fixaient les conditions et les délais dans lesquels les logements soumis à la loi de 1948 pouvaient réintégrer le « secteur libre ».

Le but de ce décret nouveau : assouplir la réglementation de 1978. Les conditions en sont si précises (état des cheminées, hauteur des plafonds, entretien des menuiseries extérieures et des gouttières, etc.) qu'un certain nombre de locataires, bien conseillés par des associations et des avocats, se servaient d'elles pour entamer des procès à leurs propriétaires et faire baisser leurs loyers.

Désormais, on ne pourra poursuivre son propriétaire que pour « une faute grave d'entretien ».

Le gouvernement veut montrer que, contrairement à ce qu'on dit de lui depuis le vote de la loi Quilliot, il aime bien les propriétaires, petits et grands...

EDF-GDF :

les usagers ont largement payé la note !

« Courant moins cher en 1985, les tarifs d'EDF seront inférieurs à la hausse des prix », titrait en gros le *Journal du Dimanche* du 16 septembre, s'appuyant sur des déclarations du secrétaire d'Etat à l'Energie, Martin Malvy. D'après celui-ci, « l'évolution du prix de l'électricité devrait rester inférieure d'un point en moyenne à l'inflation ». Quant au gaz, son prix « devrait évoluer à moyen terme au même taux que l'inflation ».

Bien entendu, tout cela n'est prévu que « sur la base du contexte économique actuellement prévisible ». Autrement dit, cela peut être le contraire si le dollar continue à grimper.

Car le prix du gaz, aux trois quarts importé, dépend beaucoup de la hausse du dollar. Quant à EDF, n'oublions pas qu'elle annonce des baisses relatives pour les débuts des années 1980... depuis 1976.

Mais, même si ces promesses étaient tenues, ce ne serait qu'un petit remboursement sur les grosses augmentations des années passées : de février 1980 à février 1984, les tarifs de l'électricité sont passés de 25,85 centimes le kWh à 49,04 centimes, soit 89,7 % d'augmentation. Le gaz, lui, a augmenté de 80,9 %...

L'inflation officiellement n'étant, pendant ce temps, « que » de 74,4 %...

PRIX DU KILOWATT

DATES	ELECTRICITE		GAZ		TAUX D'INFLATION
	PRIX (cts)	AUGMENTATION	PRIX (cts)	AUGMENTATION	
fév. 80	25,85		16,77		
fév. 81	29,93	+ 15,7 %	20,01	+ 19,3 %	14 %
fév. 82	34,75	+ 16,1 %	25,54	+ 27,6 %	10,1 %
fév. 83	38,75	+ 11,5 %	27,45	+ 7,41 %	9,5 %
fév. 84	49,04	+ 26,55 %	30,35	+ 10,5 %	6 à 7 %
sept. 84	54,45	+ 11 %	32,81	+ 8,1 %	?
Récapitulatif : de fév. 80 à fév. 84			+ 89,7 %		74,4 %

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

DIRIGER LES LUTTES C'EST L'AFFAIRE DE TOUS LES TRAVAILLEURS

La CGT a décidé de ne pas laisser passer sans réagir les attaques que la Régie Renault multiplie contre les travailleurs des différentes usines.

Aux menaces de suppressions d'emplois, importantes mais toujours imprécises, se sont ajoutés des projets de mesures qui visaient à reprendre des avantages, véritables provocations vis-à-vis des travailleurs, comme la baisse de la prime de fin d'année et la remise en cause du droit, pour les travailleurs, de prendre la cinquième semaine de congés à leur gré.

Décidément, le gouvernement, non content de donner satisfaction au patronat, choisissait d'ouvrir dans cette entreprise nationalisée une nouvelle brèche, de donner l'exemple en reprenant aux travailleurs des avantages acquis.

Alors, la CGT, suivie par les autres syndicats, a choisi de marquer le coup et a été, dans les différentes usines Renault, à l'origine de mouvements de grèves ou de simples débrayages qui ont été très diversement suivis.

Au Mans, c'est visiblement à l'unanimité que les travailleurs ont bloqué la production et fait reculer en partie la direction. Et, dans les autres usines, les appels à des débrayages et des rassemblements ont été très diversement suivis.

Tandis qu'à Sandouville ou Douai, le mouvement de grève se prolonge, il semble qu'à Billancourt ou Cléon, pour le moment du moins, les travailleurs se soient contentés d'un débrayage limité, tandis qu'à Flins les mouvements restaient plus limités.

Mécontents, inquiets, les travailleurs des usines Renault le sont. Mais ils hésitent à répondre aux appels que leur lancent les dirigeants syndicaux aujourd'hui. Par manque de combativité sans doute, mais aussi peut-être parce qu'ils n'ont pas confiance dans la combativité et la détermination des appareils syndicaux.

Cela fait trois ans que les dirigeants syndicaux ont laissé faire les attaques du gouvernement et du patronat, et ont encouragé, chez les travailleurs, le sentiment d'impuissance. Alors aujourd'hui que Krasucki se réveille, comment les travailleurs ne se demanderaient-ils pas jusqu'où les dirigeants syndicaux sont vraiment prêts à aller ? Sont-ils prêts à se donner les moyens de faire reculer le gouvernement, c'est-à-dire à engager l'épreuve de force jusqu'au bout, comme les gens de droite l'ont fait pour l'école libre ? Ou bien tout cela

n'est-il qu'un ensemble de petites et moyennes manœuvres par lesquelles la CGT espère redorer son blason ?

Oui, les changements d'orientation de la CGT n'ont pas suffi à ce que les travailleurs de chez Renault, et sans doute une grande partie de la classe ouvrière reprennent confiance, et dans les organisations syndicales, et en eux-mêmes. Et il n'est malheureusement pas impossible que demain les directions syndicales s'appuient sur cet accueil mitigé des travailleurs à leurs consignes, pour expliquer aux militants syndicaux qu'il n'est pas possible d'aller plus loin.

Et pourtant il est temps maintenant de ne plus laisser faire — pas seulement pour marquer le coup — mais pour faire reculer les patrons et céder le gouvernement.

Il faut aller plus loin, oui, et avec détermination.

Il faut que les travailleurs reprennent confiance en eux-mêmes. Et cela dépend de tous les travailleurs conscients, de tous les militants syndicaux honnêtes qui sentent bien qu'il ne faut plus laisser jouer la démolition, et que le temps et les hésitations jouent contre la classe ouvrière.

Il faut oui, que les luttes reprennent, s'étendent, se généralisent et les travailleurs ont raison de ne pas faire confiance à ceux qui se prétendent leurs représentants et qui leur demandent de les suivre. Eh bien, la seule solution est qu'ils participent consciemment et directement à la direction des luttes qu'ils engagent. Oui, consciemment et directement, c'est-à-dire indépendamment des appareils syndicaux ou politiques qui tantôt paraissent associés, tantôt paraissent divisés, sans qu'on sache trop pourquoi.

Alors oui les travailleurs sont majeurs, responsables et c'est à eux d'élire la direction de leurs mouvements. Et à eux d'élire leurs représentants, les meilleurs militants syndicalistes, les plus dévoués aux intérêts de leurs camarades de travail parce qu'ils font passer ces intérêts avant les intérêts des appareils politiques et syndicaux bien sûr, mais aussi d'autres travailleurs. Car dans les grèves, il n'y a pas que les militants, il n'y a pas que les syndiqués, il y a l'ensemble des travailleurs. Et c'est de la conduite démocratique des mouvements à venir qu'il dépend peut-être que les travailleurs reprennent confiance en eux-mêmes et sachent mesurer leurs forces et leurs possibilités.

Arlette LAGUILLER

Mesures contre le chômage des jeunes

Un traitement statistique

Le chômage des jeunes est « un cancer », il faut lui « faire la guerre », a déclaré Fabius en commentant, mercredi 26 septembre sur Antenne 2, les mesures qui venaient d'être adoptées par le Conseil des ministres.

Elles sont ambitieuses : il ne s'agit pas moins d'arriver à ce qu'il n'y ait plus du tout de jeunes chômeurs de 18 à 21 ans, et qu'il y ait 500 000 jeunes chômeurs de moins en tout ! Il y a la création des fameux « TUC », « tâches d'utilité collective » (par exemple, l'entretien des forêts, les soins à donner aux personnes âgées, etc.) tâches qui ne doivent faire concurrence aux entreprises.

Les jeunes toucheront, pour 20 heures de travail hebdomadaires, 1 200 F par mois, auxquels pourront éventuellement s'ajouter jusqu'à 500 F par mois payés par les communes, les associations ou les organismes employeurs...

Le gouvernement laisse aux communes le soin de créer ces emplois, mais il en assurera 50 % à 100 % de la rémunération suivant l'intérêt du projet (on ne sait pas encore très bien

qui paiera le pourcentage restant...).

Mais si le gouvernement a mis le paquet pour présenter ses TUC, il se garde bien de dire combien de ces « tâches » pourront être ainsi créées.

On estime que, peut-être, 75 000 jeunes pourraient être casés ainsi. Et les autres alors ?

Il est prévu que d'ici un an, dans le cadre de la formation

alternée, 200 000 jeunes seraient « accueillis » dans les entreprises, en stages ou sur des contrats d'adaptation ou de qualification. Le CNPF est satisfait, visiblement, car le gouvernement pour assurer le fonctionnement de ces stages fait transiter une partie des cotisations patronales sur la taxe d'apprentissage et la formation continue, par les organismes de formations que le

CNPF a créés.

De plus, 100 000 jeunes se verraient offrir des « stages d'initiation à la vie professionnelle » (stages dont la CGT avait déjà combattu le principe car elle disait que cela revenait à mettre de la main-d'œuvre à bon marché à la disposition du patronat).

Par ailleurs d'autres « iront à l'école ». Certains n'auront peut-être pas trop à se plaindre, si toutefois leur diplôme leur sert à la sortie : l'an prochain, les IUT accueilleront 10 % d'élèves de plus (3 000 étudiants), les écoles d'ingénieur 15 % (1 000 de plus).

Mais pour la plupart de ceux que l'on va scolariser plus longtemps, cela ne règlera rien. Ainsi, 60 000 places vont être offertes dans les lycées d'enseignement professionnel et 20 000 titulaires d'un CAP pourront suivre une année supplémentaire de spécialisation. Mais est-ce que cela se traduira par des moyens supplémentaires pour l'Education nationale ou par des classes surchargées ? Et que feront ces jeunes après avoir passé un an de plus à l'école ?

mais ils avouent ne pas les utiliser et ne pas en avoir l'intention.

Ce qu'ils réclament comme conditions à l'emploi des jeunes, c'est pour 34 % d'entre eux une baisse des charges et des impôts, pour 17 % des aides du gouvernement et pour 11 % une plus grande facilité de licenciement.

Autrement dit, il en est pour l'emploi des jeunes comme pour tous les emplois : les patrons ne veulent pas en créer. Ils veulent bien des avantages en espèces ou en nature, mais ils ne veulent pas faire de promesses !

D'après un sondage de l'IFRES publié par *France-Soir*, 81 % des patrons interrogés ont déclaré qu'ils n'avaient pas l'intention d'embaucher des jeunes dans les mois qui viennent.

Autant dire que les différentes mesures prises par les gouvernements successifs pour inciter à l'emploi des jeunes n'ont guère été suivies d'effet. Ce n'est pas que les employeurs, d'après le même sondage, estiment que les différents contrats proposés soient inefficaces ou inintéressants. Non, dans leur majorité, ils y sont plutôt favorables,

Trouveront-ils à s'employer ? Certainement pas plus que ceux qui auront trouvé un TUC ou fait un stage. D'ailleurs le gouvernement a annoncé la couleur et ses représentants expliquent fort clairement que toutes ces mesures ne visent pas à donner des emplois aux jeunes, mais à leur assurer une formation et à les occuper — et sans doute aussi à alléger un peu les statistiques !

Sylvie FRIEDMAN

FÊTES de Lutte Ouvrière

LILLE

Samedi 6 et dimanche 7 octobre, salle des fêtes de Fives, rue de Lannoy, métro : Fives.

TOULOUSE

Samedi 29 septembre de 18 heures à l'aube, et dimanche 30 septembre jusqu'à 20 heures, au Parc de la Mounède (Route de Saint-Simon).

Une question de société pas de législation

La publication, le 19 septembre dernier, d'un manifeste dans lequel plusieurs médecins affirment avoir aidé des patients à mourir, et la tenue à Nice, du 20 au 23 septembre, du Congrès International sur l'euthanasie, ont relancé cette dernière semaine le débat autour de l'euthanasie, et plus largement autour des conditions de la mort, du droit des malades à choisir de mourir, et de l'attitude des médecins dans ce domaine.

Sur le plan médical, le problème ne se pose pas aujourd'hui comme il se posait il y a cinquante ou même dix ans : les moyens dont dispose aujourd'hui la médecine ont permis des progrès spectaculaires contre la maladie, mais ont créé en même temps de nouveaux problèmes, comme ce qu'on appelle aujourd'hui l'acharnement thérapeutique, c'est-à-dire le fait de maintenir en vie, dans n'importe quelles conditions ou au prix de n'importe quelles souffrances, des malades condamnés.

Mais on ne peut pas aborder ces problèmes uniquement du point de vue médical, indépendamment du contexte social. Car, faut-il le rappeler, nous vivons dans une société où il y a

plus des gens qui meurent par manque de soins médicaux, par négligence ou incompetence, qu'il n'y a de victimes de « l'acharnement thérapeutique », même dans un pays comme la France. De plus, combien de vieillards trouvent la vie insupportable, non pas parce qu'on s'occupe trop d'eux, mais justement parce que, dépendant des autres, ils sont rejetés ou isolés !

Pour rester sur le terrain où les débats se sont engagés, ceux-ci ont illustré à quel point il s'agissait d'un problème délicat... et dans lequel des médecins célèbres pouvaient tenir des propos bien inquiétants.

Ainsi le célèbre docteur Barnard, lors d'une séance du Congrès sur l'euthana-

sie, a-t-il réclamé « une loi » permettant à chaque malade de signer, à son entrée à l'hôpital, un papier autorisant le médecin à décider de l'opportunité et du moment de sa mort.

Il s'est fait vivement interpeller sur place par le professeur Schwarzenberg, cancérologue réputé et co-auteur d'un ouvrage où il reconnaissait avoir aidé des malades à mourir : « Je suis, a déclaré celui-ci, contre une loi où un être humain s'engagerait au moment de rentrer à l'hôpital. C'est beaucoup trop longtemps à l'avance ».

Dans une interview publiée par *Le Monde* le 21 septembre, il avait précisé ainsi sa pensée : « Il n'y a pas de solution juridique ». Et les gens qui s'opposent à toute législation à ce sujet, à « tout droit reconnu au médecin », ont raison : « Ce n'est pas au moment où l'on vient d'interdire aux juges de donner la mort qu'on va autoriser des médecins à le faire ».

Nous ne pouvons qu'être d'accord avec lui. D'autant

plus que le problème de l'euthanasie n'est pas seulement un problème de choix individuel et ne peut pas être abordé uniquement du point de vue du malade et du médecin. C'est un choix sur lequel pèse tout le poids de la société. Or nous vivons dans une société barbare, une société où l'on dépense sans compter pour fabriquer des engins de mort, mais où l'on s'interroge pour savoir comment comprimer les dépenses de santé. Et le débat sur l'euthanasie en est marqué.

Il peut y avoir d'un côté le poids de tout le vieux fatras religieux de l'interdiction de porter atteinte à sa propre vie, qui pousse certains à se déclarer contre toute forme d'euthanasie. Mais il peut y avoir de l'autre côté bien des raisons sordides chez les partisans du droit à l'euthanasie. Si celle-ci était légalisée, on peut se demander combien de temps mettraient à s'engouffrer dans cette brèche tous ceux qui pensent, aujourd'hui, que cela revient trop cher à la collectivité de sauver des

vies humaines avec des techniques de pointe ; ou, pourquoi pas, ceux qui estiment qu'il n'est pas rentable de s'occuper des vieux ; ou, encore plus sordidement, ceux qui chercheraient à voir s'il n'y a pas là un bon moyen de se débarrasser d'un père gênant... Qu'on se souvienne donc de tous les abus auxquels la loi sur l'internement des malades mentaux a donné lieu ! Et pourtant, personne ne peut contester que, dans certains cas, cet internement soit nécessaire.

Alors, en tant que socialistes, nous sommes évidemment partisans du droit pour chacun de choisir sa propre vie... et sa propre mort. Mais, autant on peut comprendre le médecin qui, individuellement, face à son malade, décide de prendre ses responsabilités, le fait en ayant le sentiment de faire son devoir de médecin, et prend le risque d'avoir à le justifier devant la société, autant on ne peut qu'être effrayé par toute tentative de législation qui autoriserait ce genre de pratiques.

Sylvie FRIEDMAN

Le SICOB :

Des merveilles au profit du profit

Le SICOB, qui vient de fermer ses portes, a été l'occasion pour beaucoup d'hommes politiques, de P-DG, de managers, d'économistes, d'y aller de leur couplet sur les « mutations technologiques inévitables », « le choc informatique » et même, selon Laurent Fabius, « le changement de société » qu'entraînerait l'ère de l'informatique au quotidien.

Il est vrai qu'en visitant les stands du SICOB on peut être impressionné par les possibilités qu'offrent ces merveilleuses machines.

Si l'ordinateur n'est pas encore capable de « réfléchir » tout seul, ses nombreuses applications peuvent donner l'impression qu'il est « intelligent ». Il est par exemple possible de représenter sur un écran des images de synthèse d'un objet qui n'existe encore que dans la tête de son concepteur. Plus besoin de réaliser la maquette d'un nouveau modèle d'automobile pour la représenter sous tous les angles sur un écran de télévision. Tel architecte peut visualiser des immeubles ou des appartements non encore construits, en faisant apparaître les différentes orientations, et pourra bientôt observer de quelle vue on dispose de telle ou telle fenêtre. Les apprentis pilotes font leurs premiers vols devant un écran, sans quitter le plancher des vaches.

En informatique industrielle, les machines à commande

numérique, c'est-à-dire pilotées par un ordinateur, ont fait leur apparition depuis déjà quelques années. Des robots soudent, vissent, peignent dans un certain nombre d'usines de l'automobile. Des ateliers « flexibles », qui manipulent, usinent, contrôlent les pièces sans intervention humaine, fonctionnent déjà dans certaines entreprises.

La communication associée à l'informatique (la télématique) permet de transmettre des données, de consulter des fichiers d'un bout à l'autre du globe. Un petit terminal couplé au téléphone donne à tout citoyen l'accès à des milliers d'informations et, pourquoi pas la possibilité d'être lui-même consulté. Le système Minitel mis en place par les PTT permet déjà à ceux qui l'ont de consulter les annuaires, les horaires des trains, les spectacles en cours, etc.

Bref, les moyens techniques disponibles offrent de multiples possibilités. Seulement, dans cette société, l'utilisation des moyens techniques va de pair avec la recherche des profits. Et l'informatique est mise en œuvre avant tout pour accroître la productivité. Il ne viendrait pas à l'idée d'un chef d'entreprise de l'utiliser pour réduire le temps de travail. Et bien souvent les techniques les plus avancées, loin d'être mises au service de la libération des hommes et des femmes, contribuent à leur asservissement.

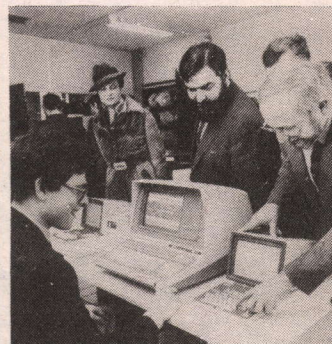
Quoi qu'en dise Fabius, l'informatique ne changera pas la société. Il faudra d'abord la débarrasser de tous les parasites qui la dirigent en fonction

de leurs seuls intérêts, avant de pouvoir utiliser les moyens techniques pour satisfaire les besoins de la collectivité.

Pierre CHAMBEY



Minitel mini racket



Environ 400 habitants de Vannes ont retourné à l'expéditeur le Minitel qu'on leur avait « gracieusement » offert. Ils pouvaient consulter l'annuaire électronique, les horaires SNCF, l'état de leur compte à la BNP ou au CIC, et faire quelques autres bricoles du même genre. Seulement, on vient de leur faire savoir qu'en vertu d'une « réforme de tarification », ils auraient désormais à payer une communication supplémentaire... toutes les 120 secondes.

Pour peu qu'on soit myope, cela revient cher du renseignement, et un certain nombre d'habitants de Vannes ont préféré le rendre, pour protester contre le fait qu'on les ait pris pour des gogos.

Avis aux amateurs !

S.F.

Les patrons au gouvernement : « Rendez-nous l'exploitation plus facile ! »

Dans le cadre des négociations qui se déroulent actuellement à propos de la « flexibilité du travail » les représentants des patrons, petits et grands, continuent leurs pressions pour que les lois sur le calcul hebdomadaire de la durée du travail soient officiellement revues.

Leur « dada » en ce moment c'est d'obtenir qu'on puisse considérer la durée du travail des salariés en termes annuels. Ce serait plus adapté à leurs besoins, disent-ils.

Pourtant, l'arsenal de lois dont ils disposent leur permet déjà de jouer pas mal entre autres sur la forme des contrats d'embauche et sur la durée du travail (possibilités de mise en chômage partiel par exemple, en même temps que

recours aux heures supplémentaires en cas de besoin). Pour licenciement — « restructurer » disent-ils — ils bénéficient de la compréhension du gouvernement qui, de la sidérurgie à Talbot ou Citroën dans l'automobile, en passant par les chantiers navals ou la téléphonie, finit par accepter tous leurs plans de licenciements.

Mais ils en demandent toujours plus ! Plus de liberté pour s'attaquer aux réglementations et aux protections sociales ancrées dans la tradition ouvrière. Plus, pour habituer les techniciens, les ouvriers, les employés à la mobilité, à la précarité et, par contre-coup, à la docilité.

Les syndicats, eux, mis à part Force Ouvrière qui semble-t-il a manifesté une opposition

plus ferme, face à cette revendication patronale de « durée annuelle du travail », se contentent de se déclarer, non pas hostiles, mais méfiants (la CFDT et la CGC d'ailleurs, en 1979, avaient été pour). La CFDT, avec Kaspar, demande au CNPF « d'apporter des éclaircissements sur ses intentions » et la CGT déclare qu'« il n'est pas supportable que le patronat continue de masquer ses objectifs véritables ».

Pourtant, ils sont clairs, ces « objectifs véritables » ! Et ils n'ont pas varié : profiter de la crise pour obliger la classe ouvrière à consentir des sacrifices, afin qu'eux, les patrons, puissent — et avec une loi en poche c'est encore mieux — maintenir sinon augmenter leurs profits.

Nouveau projet pour licencier à Creusot-Loire

Usinor et Framatome, deux sociétés nationalisées, ont nommé des experts pour examiner le cas Creusot-Loire et proposer des solutions.

Il serait question qu'Usinor reprenne la métallurgie et l'armement et que Framatome reprenne la division énergie avec Neyrpic (turbines et composants nucléaires) et Meca-nica Pesada, filiale brésilienne, entre autres.

Quant à d'autres sociétés telles que Clecim, Martin SA ou SMFI, pas de problèmes, à ce qu'il paraît : elles seraient bénéficiaires et n'auraient donc pas besoin des bons offices des groupes nationalisés. D'après le journal *Le Monde* (22/9), il y aurait des acquéreurs privés en vue.

Enfin, il serait question que Framatome et Usinor créent, pour certaines branches d'activité, une société commune dans laquelle entrerait... Jeumont-Schneider.

Pour ce qui est du découpage industriel, l'avenir est encore brumeux. Mais en ce qui concerne l'emploi, l'orientation est beaucoup plus nette. Comme le dit M. Jais, directeur des affaires sociales de Framatome : « Nous espérons réduire les conséquences sur l'emploi, mais il serait vain de croire

qu'elles seront inexistantes ». *Le Figaro*, lui, est plus direct : « Les deux entreprises effectuent un relevé précis des effectifs à garder et à licencier ». C'est clair et *Le Monde*, pour ne pas être en reste, propose comme exemple le trust allemand AEG-Telefunken, « bénéficiaire dix-huit mois après avoir déposé son bilan en ayant réduit son personnel de moitié ».

Un petit rappel

Creusot-Loire est un « canard boiteux » mais certaines de ses filiales, telles que Neyrpic, ne sont pas si chancelantes (9,5 millions de francs de bénéfices en 1983). Mais surtout, Schneider SA, qui contrôle Creusot-Loire à 55 %, contrôle d'autres sociétés en bonne santé : en 1983, Marlin-Gérin et Jeumont-Schneider lui ont rapporté 159 et 73 millions de francs de bénéfices ; Spie-Batignolles affiche 74 millions de francs de bénéfice et a décroché, avec d'autres entreprises, un contrat d'un milliard de francs avec la Tunisie, dont elle touchera les trois quarts.

Pour un nombre croissant de chômeurs, le nécessaire n'est plus assuré

« Les nouveaux pauvres », voilà comment on appelle aujourd'hui ceux que la crise a privés de tout revenu et qui sont obligés de demander de l'aide aux organismes publics ou de charité. Quelques émissions à la télévision et une enquête du journal *Libération* montrent qu'en tout cas ils existent en France aussi.

Les chiffres qui sont repris de l'enquête de *Libération* datée du 21 septembre sont éloquentes et montrent bien la dégradation des conditions de vie d'une frange de la classe ouvrière. Cette année il y aurait eu 590 000 chômeurs de longue durée (sans travail du tout depuis plus d'un an), contre 58 000 il y a dix ans. Et au vu du nombre de licenciements annoncés depuis la rentrée, ces chiffres ont toutes les chances d'être largement dépassés dans quelques mois.

De plus, la réglementation du chômage mise en place en 1982 a réduit la durée d'indemnisation du chômage de façon considérable. De trois ans auparavant pour les jeunes, la durée moyenne d'indemnisation est passée à une durée variant entre trois mois et un an ; et pour les 50-55 ans, de 5 ans en moyenne à une durée comprise entre 21 et 42 mois. Cela donne des résultats tangibles : en 18 mois, 600 000 chômeurs ont perdu tout droit, et le nombre des radiés de l'ANPE a fait un bond depuis la fin de 1982 et s'accroît de plus de 100 000 nouvelles personnes par trimestre rien qu'en 1984.

À l'heure actuelle, la grande majorité des familles françaises ont encore des moyens pour faire face, grâce à ce qu'elles ont pu acquérir dans le passé, quand les temps étaient meilleurs. Mais déjà, certaines

d'entre elles qui ont pavillon et voiture pourtant, ce qui n'est pas rare, se posent des questions sur l'avenir. Quand un ou deux grands enfants sont à charge et que la mère ne travaille plus, il suffit que le père se retrouve longtemps au chômage pour que tout s'aggrave...

Bien sûr, dans un pays comme la France, un pays riche comparé à certains autres, la pauvreté n'est pas un phénomène de masse qui s'abat sur toute la classe ouvrière, comme on a pu le voir dans les années 1930.

Mais ces « fins de droits » qui ne peuvent même plus bénéficier de l'appui d'une famille et qui seraient plus nombreux à grossir les queues des bureaux d'aide sociale, constituent néanmoins une « nouvelle pauvreté » qui commence à se voir.

Nelly MEYER

Le chômage dans les grands pays de l'OCDE

Un an après son premier rapport sur « les perspectives de l'emploi », l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) vient de publier un nouveau dossier sur les prévisions économiques et sociales pour 1985. Mais elle rappelle aussi quelques chiffres des années écoulées, comme ceux du chômage par exemple. Deux phénomènes sont mis ainsi en évidence : dans la plupart des pays industrialisés, le chômage des jeunes est en nette progression et les chômeurs dits de « longue durée » sont

eux aussi plus nombreux de manière significative. Rien qu'en 1983, les chômeurs de plus d'un an d'ancienneté représentaient, dans les sept grands pays de l'OCDE (USA, Japon, Canada, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne et Italie), 40 % des sans-emploi, contre 27 % en 1979 (et la France, en la matière détiendrait un record avec 45 %).

Une manière de souligner, sans fioritures, l'aggravation du sort de nombreux chômeurs dans le monde dit « riche ».

Giscard retrouve son fief

Giscard est donc retourné sur le terrain, il faut bien dire en terre conquise car, depuis 1956 où il avait été élu pour la première fois député dans la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme, ce siège parlementaire est devenu une véritable chasse gardée. Morellon, son suppléant en 1974, puis Claude Wolf en 1981, tous deux membres de l'UDF, se sont succédé pour garder la place. Giscard ne fait que se réinstaller dans les meubles, en seigneur de ces lieux. Mais pas si brillamment que tous les commentateurs ont bien voulu le clamer. Car ses 63,24 %, qui dépassent son meilleur score (61,38 % en 1968) ne représentent que 25 500 électeurs sur 75 000 inscrits, le tiers seulement : c'est le nombre de voix le plus faible

obtenu par l'UDF depuis 1973 dans cette circonscription où Giscard lui-même avait obtenu 27 826 voix avec près de 6000 inscrits en moins. Giscard bénéficie avant tout des abstentions (45,04 %), plus importantes chez les électeurs de gauche. Alors, il n'y a pas de quoi sonner le clairon d'Austerlitz.

Quant à Waterlot, le candidat du PFN qui, auprès des « politologues » et des commentateurs de service, passait pour le « candidat le plus sérieux » pour provoquer le ballottage de Giscard, son score passe de 9,22 % à Le Pen aux Européennes à 6,30 % : une dégonflade ou une retraite, avec un nom pareil, appelez ça comme vous voudrez !

P.M.



Les pays pauvres contraints à payer, pendant que les pays riches alimentent

La dernière conférence du Fonds Monétaire International a été une fois de plus l'occasion pour les banquiers et les représentants des Etats riches de multiplier les déclarations sur la menace que représenterait l'incapacité des pays pauvres à rembourser leurs dettes. Et tous ces gens ont une fois de plus sous-estimé la capacité du gouvernement mexicain à continuer d'imposer une cure d'austérité draconienne à la population, celle du gouvernement brésilien à la mettre en place, et les chances de convaincre le gouvernement argentin d'en faire autant.

En revanche, il est une chose à laquelle les participants à la conférence du FMI n'ont pas fait la moindre allusion et qui, pourtant, menace au moins autant le système financier international, si ce n'est plus, que les dettes des pays pauvres : c'est la frénésie de spéculation qui a saisi tous les gros détenteurs de capitaux depuis déjà plusieurs années, une spéculation qui va croissant et entraîne des faillites retentissantes.

Les dernières secousses du dollar, dont les variations de cours ont battu une fois de plus leurs records antérieurs, non seulement en amplitude mais aussi en vitesse, constituent le symptôme le plus spectaculaire de cette spéculation. Depuis un an, l'annonce périodique que le dollar pourrait baisser

prochainement a, chaque fois, été démentie par les faits. C'est que l'afflux de capitaux étrangers venus de toute la planète, des grandes sociétés européennes et japonaises, des bourgeois des pays d'Amérique latine, d'Europe ou du Moyen-Orient, qui tous envoient leurs millions et leurs milliards vers les Etats-Unis (même si c'est parfois via la Suisse), se poursuit de façon ininterrompue.

L'engouement de tous les richards du globe pour le dollar s'explique d'abord par le fait que les USA sont considérés comme le sanctuaire du capitalisme et le refuge le plus sûr pour mettre ses capitaux à l'abri en période de troubles économiques et de risques de troubles sociaux. Mais cet engouement s'explique aussi par la certitude de bénéfices élevés, dans la mesure où les taux d'intérêt offerts aux Etats-Unis sont bien supérieurs à ceux pratiqués en Allemagne au Japon ou en Grande-Bretagne.

Dans ce climat financier surchauffé, tout le monde se concurrence pour se tailler une part du festin. Non seulement les établissements financiers, qui d'ailleurs se sont multipliés pour profiter de l'aubaine, mais même les grandes entreprises industrielles se mettent de la partie.

Car, dans tous les pays, les entreprises qui le peuvent font désormais de la banque, en empruntant les

sommes dont elles disposent, ou qu'elles ont empruntées pour les reprêter plus cher. Et, compte tenu des taux d'intérêt élevés, ce sont des opérations qui rapportent gros et vite. Les capitalistes qui n'investissent dans les techniques d'avenir que de façon limitée, et à condition d'être massivement aidés par l'Etat (même aux Etats-Unis), renouent ainsi avec la vieille technique de l'usure. Une technique plus immédiatement rentable que d'investir dans la production, et plus sûre. Tout au moins tant que tient le château de cartes des différentes spéculations.

Car cette marée de capitaux, qui peuvent d'ailleurs se retirer aussi vite qu'ils sont venus, en même temps qu'elle fournit de nouvelles munitions à la spéculation, augmente également les risques de faillite des grands établissements bancaires et financiers. A ce sujet un journal financier américain, le *Wall Street Journal*, reconnaissait le 6 septembre dernier que « dix années de chambardement dans l'industrie des services financiers font sentir leurs effets. Des craquements apparaissent et il se pourrait bien que ce ne soit que le début. »

Cinquante-quatre banques américaines ont en effet fait faillite depuis le début de cette année : le plus haut chiffre jamais atteint depuis la crise de 1929.



Fièvre du dollar et spéculation continuent de plus belle, sans souci des conséquences... (UPI).



Tout le continent africain est lourdement touché par la sécheresse et la pauvreté. (AFP)

Et il ne s'agit pas là seulement d'événements secondaires ou d'incidents de parcours. Certaines de ces faillites portent sur des sommes qui se chiffrent en milliards de dollars, et dépassent largement le montant des intérêts dont le non-paiement par certains pays du Tiers Monde serait, selon les banquiers, la principale menace à redouter pour l'économie mondiale.

Mais si la faillite d'une banque comme la Continental Illinois et l'incapacité d'un pays comme le Mexique de payer les intérêts qu'il doit sur une année, sont des phénomènes financièrement com-

parables en importance, l'attitude des Etats riches est bien différente dans les deux cas.

Et tandis qu'un pays pauvre a droit aux discours moralisateurs sur la nécessité de réduire ses dépenses et la consommation de sa population, tandis que le FMI impose des plans d'austérité draconiens à sa population, l'Etat américain, lui, ouvre toutes grandes ses caisses à ses banquiers en faillite et leur offre les milliards dont ils ont besoin pour combler leur déficit, aggravant ainsi son déficit budgétaire et du même coup la flambée spéculative.

François ROULEAU

□ L'Etat américain paie pour ses banquiers faillis

Il y a quelques mois, l'Etat américain avait annoncé son intention de ne garantir, en cas de faillite, que les dépôts inférieurs à 100.000 dollars. C'était une façon de tenter d'inculquer un peu de prudence aux détenteurs de gros capitaux, en les dissuadant de placer leur argent n'importe où.

Or, depuis, l'Etat américain s'est quand même résolu à voler au secours d'une banque, la Continental Illinois, et de prêter main-forte à une caisse d'épargne, la Financial Corporation, toutes les deux au bord de la faillite.

Dans les deux cas, et notamment dans le plus grave, celui de la Continental, l'Etat est intervenu immédiatement, afin d'éviter la propagation d'une panique qui aurait pu s'étendre à d'autres banques et mettre en danger plus largement le système financier. Et pour conserver les gros dépôts de capitaux

confiés à la Continental, les autorités monétaires américaines n'ont pas hésité à revenir sur leurs menaces antérieures, en annonçant qu'elles garantissaient tous les dépôts, quelle que soit leur importance. Un sauvetage qui, selon les journaux financiers, aurait coûté 16 milliards de dollars au Trésor américain, environ un cinquième de la dette du Brésil !

Et pourtant aucune de ces deux entreprises ne pouvait être classée parmi les entreprises « risquées » qui se multiplient en période de spéculation. La Continental est la huitième banque américaine et figure parmi les trente premières du monde, tandis que la Financial Corporation est tout simplement la première caisse d'épargne du pays ! En revanche, les opérations auxquelles elles se livraient sont bien représentatives du climat spéculatif général et... des risques qu'il crée.

Ainsi, si la Continental Illinois s'est effondrée, c'est parce que, suite à des rumeurs concernant la solidité de la banque, des centaines de millions de dollars déposés par quelques gros possesseurs de capitaux intervenant depuis la Suisse et le Japon, ont pris la fuite en quelques jours. Il a suffi ainsi de quelques téléx, transmis par satellite de Tokyo et Zurich à Chicago, pour que la huitième banque américaine s'effondre comme un simple château de cartes !

Quant à la Financial Corporation, si elle a failli boire le bouillon, c'est parce qu'elle avait spéculé sur une baisse des taux d'intérêt qui ne s'est pas produite (en fait ils ont augmenté).

C'est dire que, si ces deux entreprises n'étaient pas « risquées » en apparence, c'est la situation générale qui l'est !

F.R.

□ De l'endettement des pays pauvres à celui des entreprises américaines.

Les pays pauvres ne sont pas seuls à ne pas pouvoir rembourser leurs dettes, ou payer les intérêts.

Selon le *Wall Street Journal*, les banques, après avoir énormément prêté aux pays pauvres dans les années 1970, ont voulu trouver d'autres types d'emprunteurs. Et comme, dans l'industrie, les entreprises les plus solides empruntent directement aux détenteurs de capitaux — parce que

c'est moins cher — il a fallu que les banques se résolvent à prêter à des entreprises bien américaines, mais plus « risquées ». Résultat : un certain nombre de ces prêts ne seront jamais remboursés. Et dans certains cas, cela représente néanmoins des sommes colossales : les seules dettes du groupe de machinisme agricole International Harvester représentent les deux tiers de celles de la Pologne !

la spéculation

□ Prêts à tout pour attirer les capitaux

C'est avec de l'argent instable, toujours à l'affût de rendements meilleurs, que les banques financent des opérations souvent hasardeuses qui se sont développées avec la spéculation : crédits destinés à la spéculation boursière, accords interbancaires, crédits spéculant sur les taux d'intérêt futurs. « Les banques ont de façon croissante financé leurs opérations en attirant de gros et incertains dépôts d'investisseurs nerveux venus des quatre coins du monde » écrit le Wall Street Journal.

Parmi les caisses d'épargne, quatre sur dix perdraient de l'argent en permanence depuis deux ans.

Les compagnies d'assurances se sont livrées à une guerre

des tarifs. Car quand l'argent vaut cher, l'essentiel est de l'attirer. Du coup, les compagnies d'assurances ont paraît-il travaillé à perte en pratiquant de trop gros rabais. Deux importantes compagnies d'assurances sur la vie ont récemment fait faillite. Beaucoup des plus importantes annoncent des pertes.

Quand aux sociétés de courtage et autres firmes spécialisées dans le négoce des valeurs boursières, elles se sont développées à tout-va, encore plus vite que la spéculation boursière. A tel point qu'elles seraient aujourd'hui trop nombreuses par rapport au nombre de spéculateurs qui, malgré leurs efforts, n'augmentent pas assez vite.

USA

Farces électorales et attrapes militaires

La campagne des élections présidentielles américaines aura au moins eu le mérite de révéler quelques petits scandales bien croustillants en forme de peaux de banane pour Reagan.

C'est ainsi que, à l'occasion de la discussion du budget militaire réclamé par Reagan, les parlementaires se sont fait un peu tirer l'oreille pour desserrer les cordons de la bourse. Des réticences de bon aloi, en cette période où les deux candidats à la présidence multiplient les promesses de réduire les dépenses de l'Etat.

Du coup, une commission sénatoriale est allée fourrer son nez dans les affaires du Pentagone et a rendu publiques une partie de ses trouvailles, sans doute d'ailleurs pas les plus intéressantes...

Ainsi, paraît-il, les responsables du Pentagone trouvaient, « raisonnable » de payer chacune des cafetières électriques « dix tasses » équipant les avions de transport C-5 au prix unitaire de 7622 dollars (71.000 F), et encore a-t-il été précisé, ce prix n'incluait-il pas le broc en verre indispensable pour faire le café. De même les services du Pentagone achètent-ils en grande quantité une lampe-torche individuelle « étanche » au prix unitaire de 972 F : un examen effectué par la très sérieuse commission sénatoriale a révélé que cette lampe soi-disant étanche à l'eau ne l'était même pas à... la poussière !

Dans le même temps où les sénateurs se livraient à leurs facéties, des documents confidentiels publiés par la presse ont révélé un certain nombre de petites choses. Par exemple, que des dizaines de milliers de composants électroniques, fabriqués spécialement pour équiper des dispositifs de télé-

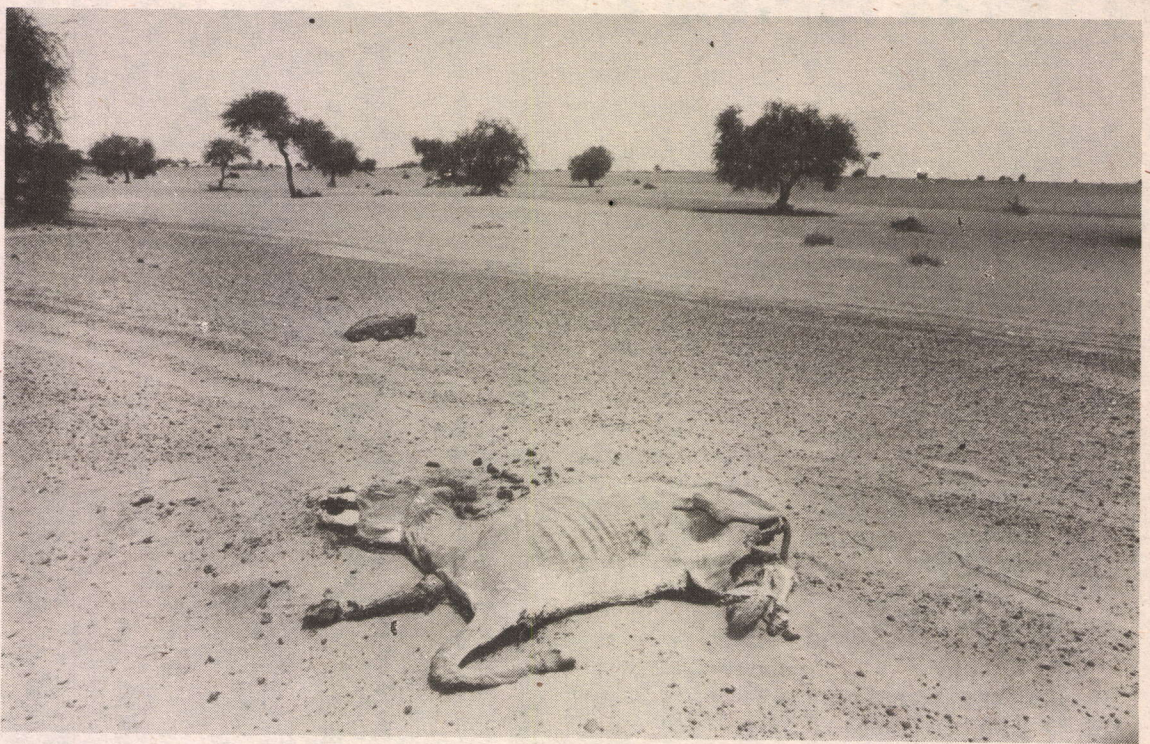
comme Motorola, avaient dû être jetés (non sans avoir été dûment payés) parce qu'on avait constaté que ces composants, non seulement ne guidaient rien du tout, mais en fait ne servaient absolument à rien. Sans compter la bonne blague faite à toutes les unités de l'armée américaine et des forces de l'OTAN, qui ont été dotées au cours des derniers mois de quelques dizaines de milliers des tout nouveaux missiles AIM-7 et AIM-9.

Le petit problème avec ces engins, c'est qu'il y en a un sur cinq en moyenne qui risque d'exploser au moment de son lancement, et qu'on n'est pas très sûr de savoir distinguer les bons des mauvais. Une vraie roulette... russe !

Bien sûr, les officiels du Pentagone n'ont pas manqué de protester de leur bonne foi, et de se plaindre amèrement de la mauvaise volonté des entreprises qui, pourtant, vivent uniquement de leurs commandes année après année. L'un d'eux a même eu la naïveté désarmante de déclarer publiquement que l'enquête sénatoriale était un peu... prématurée. Enfin quoi, si on ne leur donne même plus le temps de préparer de bons faux témoignages... où va-t-on ?

Quoi qu'il en soit, tout cela n'a bien entendu pas empêché les parlementaires de voter, toutes tendances confondues, 293 milliards de dollars de crédits militaires sur les 313 que réclamait Reagan... Quant à ceux que ces chiffres exorbitants inquiètent — à juste titre d'ailleurs — ils peuvent encore rêver : par exemple qu'avant d'arriver au jour J, le fameux bouton de la guerre atomique — payé certainement au prix de l'or en barre — se bornera à exploser à la figure de toutes les ganaches galonnées du Pentagone...

L'Afrique, pays en voie... d'appauvrissement.



A deux pas de l'actuel rallye du Raid sur le Niger. (AFP)

Le rapport de la Banque Mondiale sur la situation de l'économie des pays africains dresse un tableau catastrophique.

La mortalité infantile, qui y était de 50 % plus élevée que dans le reste du Tiers Monde, est aujourd'hui deux fois plus élevée. 20 % de la population, soit 100 millions d'habitants, sont en état de sous-alimentation chronique, 60 % de la population de l'Afrique sub-saharienne est en-deçà du seuil de pauvreté et il est prévu par les experts que, dans 10 ans, c'est 80 % de la population qui se trouvera dans ce cas. En 1983 la production par tête est inférieure de 11 % à celle de 1980.

C'est donc un véritable désastre économique que subit l'Afrique sub-saharienne. Et, selon le rapport de la Banque Mondiale, les causes en sont la chute de la production

alimentaire et des revenus d'exportation, un trop grand nombre d'investissements non productifs, et la dette qui ne cesse de s'alourdir — 4,1 millions de dollars en 1981, 5 millions en 1982, 9,9 en 1984 et plus de 11,5 en prévision entre 1985 et 1987.

Le rapport précise que, dans les années 1970, la situation économique s'était quelque peu améliorée, parce que le cours des matières premières avait monté. Des projets de prestige avaient été élaborés. Mais très vite, et encore plus avec le développement de la crise économique, les prix des mêmes matières premières s'étaient effondrés alors que ces Etats continuaient de financer leurs réalisations coûteuses.

L'Afrique aujourd'hui paye très cher le prix de la colonisation et de l'impérialisme. Et les experts, ô combien hypocrites,

ont beau jeu de mettre la situation catastrophique actuelle au compte de l'arriération de l'Afrique, de son manque de cadres techniques, de son instabilité politique, et de ses dettes : ce sont bien leurs patrons, les capitalistes des pays industrialisés, qui sont responsables de cette situation. Et ce sont eux qui perpétuent aujourd'hui et même aggravent la misère et le sous-développement, car c'est le prix qu'ils font payer aux pays du Tiers Monde pour maintenir leurs profits.

Alors que les forces productives fonctionnent au ralenti dans les pays industrialisés, les pays pauvres manquent de tout. Et ce sont les mêmes qui mettent au chômage des dizaines de millions de travailleurs dans les pays industrialisés et qui affament les pays pauvres.

Julie RENOIR

PHILIPPINES

Les USA continuent à soutenir la dictature

Dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22, une manifestation de plusieurs milliers de Philippins a été durement réprimée à Manille par la police, qui a blessé une centaine de personnes, dont 18 grièvement.

Cette manifestation pour l'anniversaire de la proclamation de la loi martiale en 1972 fait suite à de nombreuses autres qui ont mobilisé la population philippine contre la dictature sanguinaire de Marcos, comme celle du 21 août dernier à laquelle participèrent un million de personnes.

Dans ce pays, d'après la Commission Internationale des Juristes réunie à Genève le 17 septembre, il y a « des exécutions clandestines, des tortures, des arrestations arbitraires qui ne frappent pas seulement des insurgés ni même des suspects, mais également des civils nullement impliqués dans les mouvements de rébellion » écrit Le Monde. 500 000

personnes auraient été internées dans des camps de concentration depuis 1981. Le régime s'appuie sur une armée de 300 000 hommes, mais aussi sur 100 000 hommes de « corps paramilitaires ». La commission dénonce les décrets présidentiels, tel celui condamnant à la peine de mort pour « des attaques de propagande soutenues contre le gouvernement ».

Les Etats-Unis, qui jusqu'à présent ont soutenu Marcos et sa dictature, s'en inquiètent aujourd'hui et ont poussé à l'organisation d'élections en mai dernier. Pas par souci de « démocratie » mais parce que, comme le disait un membre de la Chambre des représentants américaine, « à une époque où la Nouvelle Armée Populaire dominée par les communistes jouit d'un soutien croissant dans ce pays, il est fort possible que ces élections soient la dernière occasion de prouver

au peuple philippin qu'un changement pacifique est réalisable dans ce pays ».

Quant aux banques américaines, qui ont 26 milliards de dollars de créances aux Philippines, elle s'inquiètent, d'après Le Monde Diplomatique, « que Marcos fût tombé dans un tel discrédit qu'il ne pourrait imposer à la population un programme d'austérité conçu par le FMI ».

Mais s'ils craignent que la dictature de Marcos aboutisse à une explosion populaire violente susceptible de remettre en cause leur influence aux Philippines, les dirigeants américains n'ont pas pour l'instant de solution de rechange au régime de Marcos.

Alors, en attendant, ils continuent de fait à soutenir Marcos et maintiennent 25 millions de dollars d'aide militaire à son armée.

Michel BROUSSE

Vers une extension de la grève dans les mines ?

Pour la première fois depuis des mois, les mineurs en grève vont peut-être être rejoints par d'autres travailleurs employés par les Charbonnages, et cela en quelque sorte grâce à l'intransigeance des Charbonnages.

En effet si le NUM, le syndicat des mineurs, regroupe dans ses rangs la très grande majorité des salariés des Charbonnages — en fait la totalité des ouvriers — il existe un autre syndicat, le NACODS, qui regroupe les 17.000 contremaîtres et agents de sécurité employés dans les mines du pays.

LES DIRIGEANTS DU NACODS CONTRE LA GRÈVE

La direction du NACODS se dit traditionnellement « modérée », ce qui veut dire en pratique que, depuis plus de six mois que dure la grève des mineurs, elle a adopté une attitude hostile à la grève, condamnant publiquement les piquets de grève des mineurs. Ce qui ne veut pas dire que ses syndiqués, eux, soient contre la grève. En fait, lorsqu'en avril les dirigeants du NACODS avaient organisé un vote national à bulletins secrets, 54 % de ses adhérents avaient voté en faveur de la grève. Mais leurs dirigeants s'étaient réfugiés derrière la charte du syndicat, qui exige une majorité des deux tiers, pour ne pas appeler à la grève.

Seulement les adhérents du NACODS ne l'ont pas toujours entendu de cette oreille. C'est ainsi que dans certains puits du Nottinghamshire, où pourtant les mineurs en grève sont très minoritaires, on a pu voir des adhérents du NACODS rejoindre les grévistes de leur propre autorité. Il faut dire que, et les résultats du vote d'avril le montraient, les syndiqués du NACODS étaient tout aussi visés par les mesures de suppressions d'emplois que les mineurs ; sans compter que bon nombre d'entre eux, qui travaillent en permanence au fond des mines, se sentent personnellement plus liés aux mineurs de fond qu'aux cadres de direction qui restent, eux, dans le confort de leurs bureaux, loin de la poussière et du charbon !

Jusqu'au mois d'août, les syndiqués du NACODS s'étaient installés dans une espèce de statu quo vis-à-vis des Charbonnages. Dans la grande majorité des mines du pays, le NUM avait en effet passé un accord avec les responsables locaux des Charbonnages, selon lequel le NUM s'engageait à assurer des équipes de maintenance dans les puits (pour entretenir le soutènement des galeries et contrôler les accumulations de gaz susceptibles de provoquer des explosions, en particulier) en contre-partie de quoi les Charbonnages s'étaient engagés à ne pas tenter de faire entrer qui que ce soit d'autre dans les puits. Du coup, les syndiqués du NACODS se trouvaient en grève de fait mais... ils continuaient à être payés.

LE COUP DE FORCE DES CHARBONNAGES...

Mais les choses ont changé à partir du mois d'août, après que les Charbonnages ont lancé leur grande opération de reprise du travail. Dans un certain nombre de mines qui étaient jusque-là totalement paralysées, les Charbonnages ont tenté de forcer la situation en faisant escorter par la police des volontaires non grévistes. En riposte, non seulement les grévistes ont renforcé les piquets de grève, mais ils ont supprimé leurs équipes de maintenance. Du coup les Charbonnages se sont retrouvés dans la panade : car les non-grévistes qu'ils parvenaient à faire rentrer dans les mines n'étaient ni assez nombreux ni assez qualifiés pour assurer la maintenance des puits. Aussi, pour résoudre le problème, ils ont tenté de jouer l'intimidation contre les adhérents du NACODS qui, pour la plupart, ne s'étaient pas portés volontaires pour jouer les non-grévistes. A la mi-août, ils ont annoncé que dorénavant tous ceux qui refuseraient de franchir les piquets de grève sous la protection de la police ne seraient plus payés, qu'ils soient ou non officiellement en grève.

Le résultat, ou plutôt l'absence de résultat, de cet ultimatum ne s'est pas fait attendre : non seulement les



Les mineurs anglais votent la grève au mois de mars. (AFP).

adhérents du NACODS, dans leur grande majorité, n'ont pas plus accepté de jouer les briseurs de grève, mais le diktat des Charbonnages a provoqué leur fureur. Et c'est sous leur pression qu'après bien des atermoiements les dirigeants du NACODS se sont finalement résolus à organiser un nouveau vote sur la grève, et cette fois-ci en prenant position pour la grève.

...QUI SE RETOURNENT CONTRE EUX

A l'heure où nous écrivons, les résultats de ce vote ne sont pas encore connus. Mais les deux résultats partiels qui viennent d'être rendus publics concernent justement les deux régions où les membres du NACODS semblaient les moins concernés ou les plus hostiles : le Nottinghamshire, où la plupart des puits fonctionnent normalement, a donné une majorité de 80 % pour la grève, tandis que les Midlands, région où le NACODS est traditionnellement très droitier et où le vote d'avril avait été largement contre la grève, s'est prononcé à près de 70 % pour la grève.

C'est dire qu'il y a toutes chances que le vote donne nationalement une forte majorité aux partisans de la grève.

Et d'ailleurs MacGregor, le président des Charbonnages, ne s'y est pas trompé en faisant en catastrophe des propositions conciliantes au NACODS dès l'annonce de ces résultats partiels.

Il faut dire qu'une grève du NACODS pose un grave problème aux dirigeants des Charbonnages : ce sont en effet les membres du NACODS qui sont chargés des opérations de sécurité dans les mines. S'ils se mettent en grève, cela signifie, au moins dans l'immédiat, qu'aucun mineur ne peut plus être autorisé à descendre au fond, en dehors des équipes de maintenance, et que du coup le bastion anti-grévistes du Nottinghamshire se trouverait totalement paralysé.

Evidemment, rien n'est joué encore, les Charbonnages peuvent, en cédant sur leur décision du mois d'août, offrir la possibilité aux dirigeants du NACODS de faire machine arrière. Mais même dans ce cas, le vote du Nottinghamshire montre que les bureaucrates pourraient bien courir le risque de ne pas être suivis. Quant aux Charbonnages, ils risquent de toute façon de reperdre une partie du terrain occupé en faisant pénétrer quelques dizaines de briseurs

de grève dans les mines sous la protection de la police.

UNE OCCASION QUE LES GREVISTES POURRAIENT BIEN SAISIR

Mais c'est surtout pour les mineurs que ce coup de colère des syndiqués du NACODS peut changer des choses. Car non seulement ce vote constitue un démenti cinglant aux mensonges de Thatcher selon lesquels leur grève n'est que l'œuvre d'une minorité « manipulée », mais il leur offre la possibilité de donner un nouveau souffle au mouvement, en modifiant le rapport de force là où les grévistes étaient minoritaires.

Evidemment, pour saisir cette occasion, il faudra sans doute aux mineurs passer pardessus la tête des bureaucrates qui dirigent le NACODS. Une chose qu'Arthur Scargill, le leader du NUM, s'est toujours refusé à faire. Mais cette fois-ci il ne s'agit plus des dockers : les membres du NACODS vivent et travaillent là où vivent les grévistes, et entraînent les membres du NACODS dans la grève est un objectif qui est à la portée des mineurs en grève, que leurs dirigeants syndicaux le veuillent ou non. *François Rouleau*

LIBAN

Israël parle de désengagement mais continue son terrorisme

Moins d'une semaine avant les discussions sur le désengagement israélien au Liban, entre d'un côté Shimon Peres, Premier ministre israélien, et Yitzhak Rabin, ministre de la Défense, et de l'autre Richard Murphy, secrétaire d'Etat américain, les milices armées israéliennes, sur le terrain, continuaient à terroriser et massacrer des populations civiles.

Ainsi jeudi 20 septembre, après avoir perdu quatre des leurs dans une embuscade, des soldats de l'ALS (l'Armée du Sud-Liban), milice auxiliaire des Israéliens, s'en prenaient au village de Sohmar. Officiellement, il s'agissait pour eux de perquisitionner et de contrôler les identités. En fait, après avoir rassemblé les hommes sur la place du village et les

avoir séparés en groupes d'âge, les miliciens mitraillèrent les plus jeunes, faisant 13 morts et une quarantaine de blessés.

D'après la version israélienne des événements, c'est une « bavure » de miliciens incontrôlés. D'ailleurs le chef de l'ALS et les officiers israéliens présents se seraient rapi-

dement interposés pour arrêter le massacre.

D'après le témoignage des parents des victimes, la fusillade aurait duré 15 à 20 minutes avant que les officiers israéliens qui y assistaient ne donnent l'ordre de cesser le feu.

Mais, quel que soit le détail des événements, la responsa-

bilité de l'Etat israélien est la même. C'est lui qui occupe la région, c'est lui qui a organisé cette milice et qui lui a confié la tâche de « pacifier » le pays, aux côtés de l'armée israélienne, c'est-à-dire d'imposer aux habitants par la terreur une oppression qu'ils refusent.

Sylvie MARECHAL

C'est l'appareil d'Etat tout entier qui est compromis

En Argentine, la Commission nationale sur la disparition des personnes, chargée depuis décembre 1983 d'enquêter sur les victimes de la dictature, a remis son rapport à Raul Alfonsín, le président de la République.

Et ce rapport confirme que, de 1976 à 1983, la répression en Argentine, pour être moins spectaculaire et voyante qu'elle ne l'avait été au Chili trois ans auparavant, fut tout aussi brutale et meurtrière. Officiellement, on compte aujourd'hui 8 961 « disparus », ces personnes enlevées par les militaires et exécutées sommairement après avoir été torturées

dans les 340 centres clandestins de détention de l'armée.

La Commission a établi une liste de 1 300 personnes directement impliquées dans la répression, parmi lesquelles nombre d'officiers supérieurs et des commandants en chef.

Et le rapport précise qu'en réalité 3 000 personnes ont été mentionnées dans les témoignages collectés et que ces 1 300 personnes ont été retenues pour être traduites en justice parce qu'elles avaient été mentionnées dans au moins deux affaires.

Mais la Commission ne devrait publier que 200

noms, c'est que le gouvernement d'Alfonsín souhaitait que le règlement de cette affaire échappe le plus possible à la population. Par ailleurs, jusqu'à maintenant ce gouvernement aurait voulu que les militaires de haut niveau impliqués soient jugés par des tribunaux militaires, et non par des tribunaux civils.

En réalité Alfonsín aurait préféré que les hauts dignitaires de l'armée s'arrangent entre eux, quitte à ce que l'indulgence prévaille, plutôt que de faire comparaître les accusés devant les tribunaux civils, en prenant le risque de multiplier les conflits entre le nouveau gou-

vernement et les forces armées.

Mais le Conseil suprême des forces armées vient de refuser cet arrangement, et il y a aujourd'hui fort à parier que la tenue de ces procès, en particulier ceux concernant la plupart des anciens responsables de l'armée va être l'occasion de tensions entre les dirigeants des forces armées

et les civils au gouvernement.

Tout cela d'ailleurs en dit long sur l'impossible épuration de l'appareil d'Etat argentin promise par Alfonsín. En réalité, c'est tout l'appareil d'Etat argentin qui était compromis dans la répression. Et la seule épuration possible ce serait la destruction complète de cet appareil d'Etat.

Jean-Jacques FRANQUIER

URUGUAY

Manifestation pour l'amnistie

D'après la presse, ce sont plusieurs dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté, en Uruguay, le 26 septembre, pour protester contre les conditions dans lesquelles sont maintenus les prisonniers politiques et pour demander l'« amnistie immédiate et sans restriction. »

Il faut dire que dans ce pays, il y a environ deux mois, un accord a été signé entre les militaires et plusieurs partis d'opposition, pour définir les pouvoirs des militaires dans la période de transition qui doit aboutir au retour des civils sur le devant de la scène. Dans ce même accord, des élections générales « démocratiques » avaient été confirmées pour le 25 novembre 1984. Les militaires qui dans le cadre de cette évolution s'étaient engagés à libérer des centaines de prisonniers politiques, opèrent de façon très sélective. Aujourd'hui un certain nombre de prisonniers ont bien été libérés mais on sait que plusieurs

centaines de prisonniers du mouvement Tupamaro ne le seront pas.

Il y a une semaine l'un des dirigeants les plus connus de ce mouvement, Raul Sendic, considéré par les militaires comme un des otages, (il séjourne en prison sous la menace d'être liquidé si le mouvement Tupamaro se manifestait), passait en jugement et était condamné à 45 ans de prison. Par ailleurs, les autorités tardent à faire connaître la liste des réfugiés politiques qui ne seront pas admis à rentrer dans ce pays laissant planer le doute pour un grand nombre d'aspirants au retour.

Ces limites très étroites ne sont pas les seules qu'ont l'intention d'imposer les militaires. Dans l'accord qu'ils ont soumis aux partis civils, ils gardent, pendant les mois qui viennent, le droit de recourir à des pouvoirs répressifs exceptionnels et légalisent en réalité toute une législation d'exception.

Pour marquer leurs distances vis-à-vis de cet accord les représentants du parti traditionnel le plus opposé aux militaires, le Parti Blanco, (dont le leader Wilson Ferreira Aldunate a été arrêté il y a quatre mois), a refusé de donner sa signature. Par contre la coalition des partis de gauche, appelée Front élargi a approuvé cet accord malgré les réticences ou l'opposition de plusieurs des formations qui le composent. Mais indépendamment des calculs des appareils politiques qui s'apprêtent donc à se mesurer sur le terrain électoral, l'obtention d'une amnistie totale et le retour des réfugiés restent pour toute une partie de la population indissociables d'un retour à la « démocratie ».

C'est ce qu'ont signifié aux militaires au pouvoir et aux partis civils qui veulent leur succéder les dizaines de milliers d'habitants de Montevideo qui sont descendus dans la rue.

H.M.

TURQUIE

Nouveau procès

En Turquie, quarante-huit membres de l'Association pour la Paix, des personnalités de gauche, artistes, écrivains, anciens universitaires, anciens élus, journalistes, juristes, comparaissent actuellement devant un tribunal. Ils sont accusés de « participation à une organisation illégale annexe du Parti Communiste ». Et c'est donc pour leurs opinions qu'ils risquent des peines allant de cinq à quinze ans de prison.

D'autre part, vingt-trois dirigeants de cette association, dont le procès avait été ren-

voyé par la Cour de cassation devant le tribunal militaire d'Ankara, devaient être jugés à nouveau à partir du 1^{er} octobre.

Rappelons qu'il y aurait 100 000 prisonniers dans les prisons du régime, dont 5 000 condamnés à mort.

Les militaires turcs prétendaient avoir engagé un processus de « retour à la normale » depuis les élections législatives de novembre dernier, en réalité le régime ne change pas de politique, et la répression est toujours aussi féroce.

Mitterrand ami des banquiers

Selon *Le Canard Enchaîné* du 26 septembre, la banque nationalisée française Paribas, en rachetant il y a quelques mois une partie de Paribas-Suisse, n'aurait pas fait une si bonne affaire.

Rappelons qu'à l'automne 1981, les dirigeants de Paribas

d'alors avaient déclenché un beau scandale en vendant la filiale suisse (Paribas-Suisse) à la Pargesa, une société suisse constituée en sous-main pour la circonstance.

Eh bien, au bilan, Pargesa n'a eu qu'à se féliciter non seulement de cette opération, mais même de Mitterrand. C'est en tout cas ce que reconnaît le P-DG de Pargesa, cité par *Le Canard Enchaîné* : « Nous avons constaté que les craintes que nous avions à l'époque de la nationalisation du groupe Paribas avaient été un peu exagérées ; il n'y a pas eu de radicalisation en France, et le nouveau pouvoir a mis des professionnels à la tête des groupes nationalisés ».

Il est vrai que le P-DG de Pargesa a des raisons sonnantes et trébuchantes de se dire content de Mitterrand : selon *Le Canard Enchaîné*, Paribas-Suisse a réalisé, en vendant ses actions à la France un bénéfice qui irait chercher dans les 226 millions de francs... et cela à un moment où Paribas-Suisse aurait quelques problèmes dus à des spéculations malheureuses... !

Pourquoi les dirigeants de Pargesa se plaindraient-ils du régime de Mitterrand : on le fait cocu et il paie même pour ça !

AFRIQUE DU SUD



Enterrement à Johannesburg, de jeunes Noirs assassinés par la police lors des émeutes de septembre 1984. (AFP).

Nouvelles arrestations massives

Le week-end des 21 et 22 septembre aura à nouveau été marqué, en Afrique du Sud, par des violences à la suite des funérailles des victimes des dernières émeutes, dans plusieurs grandes villes ; des violences provoquées justement par l'intervention policière, les autorités racistes ayant toujours jugé pareils rassemblements illégaux.

En deux jours, dans la seule région du « Triangle du Vaal », au sud de Johannesburg et selon un communiqué très offi-

ciel du chef des services de sécurité, c'est 900 personnes qui auraient été arrêtées. Dans bien d'autres villes satellites il y a eu de nombreuses arrestations : 500 à Sebokeng, 200 à Bophelong, 200 à Sharpeville, etc.

En Afrique du Sud, les enterrements sont de véritables démonstrations politiques au travers desquelles parents, amis, tous ceux que révolte la violence du régime se rassemblent, et s'unissent dans la colère. Le régime ne s'y trompe pas.

Les travailleurs de Renault Le Mans ne se sont pas laissé faire

Renault
Le Mans

Une grève bien démarrée...

Les travailleurs de Renault Le Mans ont repris le travail, après deux jours de grève, après surtout avoir fait reculer la direction au moins partiellement. Celle-ci avait laissé planer la menace de la suppression de la prime de fin d'année. Elle envisageait d'imposer aux travailleurs de prendre leur cinquième semaine de congés payés à Noël. Ce n'était pas la pire attaque de la direction de Renault contre les travailleurs de l'usine. Ceux-ci subissaient, comme l'ensemble de la classe ouvrière, le blocage des salaires, la menace du chômage. Non, ce n'était pas la pire attaque. Mais c'était la goutte de trop, qui a fait déborder le vase et qui a provoqué la colère salubre qui a contraint la direction de Renault à plus de prudence.

On a entendu les journalistes prétendument spécialisés dans l'économie, les responsables de la CGC et, bien sûr, les porte-parole du patronat expliquer que les travailleurs de Renault Le Mans allaient mettre en péril le lancement de la nouvelle R 5 et, pourquoi pas, tout l'équilibre économique de la Régie Renault, et que, par ces temps de crise, les travailleurs devaient être raisonnables et accepter des sacrifices.

Eh bien, visiblement, les travailleurs de Renault Le Mans ne se sont pas laissé prendre à tous ces raisonnements hypocrites, et ils ont raison. Car c'est peut-être la crise. Mais ce n'est pas la crise pour tout le monde de la même manière. Et ce ne sont pas les travailleurs qui sont responsables de cette crise. Car, à ce qu'on sache, jusqu'à présent ce n'est pas la faute des grèves si, dans l'ensemble des usines automobiles, des dizaines de milliers de licenciements sont prévus. Ce n'est pas la faute des ouvriers si les capitalistes n'investissent plus leurs capitaux dans les secteurs productifs de l'hexagone et préfèrent acheter des dollars, parce que cela rapporte gros et vite. Ni la sortie de la Super 5 en temps et en heure, ni son succès, ne rapporteront quoi que ce soit aux travailleurs de Renault. En effet on leur dira que, pour bien vendre ce dernier « bijou », pour qu'il soit compétitif, il faudra qu'ils travaillent moins nombreux, pour moins cher et plus vite. Car la politique des patrons, ceux de Renault comme les autres, n'est pas seulement d'imposer des sacrifices aux travailleurs dans les secteurs qui ne marchent pas. Elle est aussi d'imposer aux travailleurs les mêmes sacrifices dans les opérations qui marchent. Et cela en leur faisant en permanence un chantage pour les convaincre que se résigner est la seule façon d'éviter le pire.

La réaction massive, unanime, des travailleurs de Renault Le Mans montre que les travailleurs peuvent très bien choisir de ne pas laisser les mains libres au patronat et au gouvernement.

Et le problème qui s'est trouvé posé aux travailleurs de Renault Le Mans se pose à tous les travailleurs de ce pays.

Ou nous accepterons de voir notre niveau de vie diminuer, de voir les patrons s'arroger de plus en plus ouvertement le droit d'organiser notre vie en fonction des nécessités et des aléas de leur production ; ou nous devons taper du poing sur la table, pour leur montrer que cela suffit comme cela.

Bien sûr, il ne suffit pas que les travailleurs entrent en lutte pour en terminer avec la crise. Car la crise, c'est celle de tout le système capitaliste, et c'est tout ce système qu'il faudrait changer pour en sortir définitivement.

Mais, par la lutte, les travailleurs peuvent imposer aux capitalistes de ne pas être les seuls à supporter les conséquences de cette crise. Ils peuvent leur imposer de mettre la main à leurs coffres-forts. Ils en ont les moyens. Les travailleurs de Renault Le Mans rappellent que la classe ouvrière a tout le fonctionnement de la production entre ses mains. C'est une arme efficace.

Et c'est de cette arme que les travailleurs doivent se servir.

Editorial des bulletins d'entreprise du 25 septembre 1984.

La grève à l'usine Renault du Mans a éclaté jeudi 20 septembre. Depuis un certain temps déjà, l'inquiétude se répandait dans l'usine, suite aux bruits de licenciements chez Renault. A cela s'ajoutait le bruit, de plus en plus insistant, d'une réduction de la prime de fin d'année, et enfin l'annonce que l'usine serait fermée entre Noël et le jour de l'an, avec obligation de prendre à ce moment-là la cinquième semaine de congés payés. Autant de choses qui contribuaient au mécontentement. A cela s'ajoutait, dans un secteur comme la chaîne Tracteurs, le fait de devoir travailler une demi-heure de plus par jour pendant deux mois, pour rattraper une semaine chômée en juillet du fait de la grève de la métallurgie allemande et des ruptures de livraisons qu'elle avait entraînées.

D'une délégation...

Ce jeudi matin, une délégation fut proposée par la CGT dans le secteur « GG » pour demander des explications à la direction. Environ 300 ouvriers se rendirent vers 10 heures au « petit château », le bâtiment de la direction du personnel. Là, la direction affirma ne rien savoir. Puis, constatant que les gars présents ne partaient pas, elle proposa de payer l'heure de débrayage. Ils ne partirent pas pour autant et la direction en fut réduite à proposer... de payer deux heures de débrayage. Mais ce que les gars voulaient, c'étaient des assurances sur la prime et la semaine de congés... Et cela, justement, la direction continuait d'affirmer qu'elle ne pouvait le donner !

Le débrayage reprit dans l'équipe d'après-midi. Tout d'abord, une centaine de travailleurs du secteur des Tracteurs débraya, et partit elle aussi vers le « petit château », traversant d'autres secteurs, l'Auto et la Fonderie. A l'arrivée devant le

bâtiment de la direction du personnel, le cortège avait grossi, groupant environ trois cents personnes. L'un des dirigeants de la CGT s'adressa alors à eux, en parlant de la grève. Il prévint les travailleurs que le conflit pouvait être long et dur, en demandant si, malgré cela, ils étaient prêts à la faire. Tous les présents votèrent alors pour la grève.

Mais c'est surtout après, que celle-ci gagna les autres travailleurs de l'usine. Un cortège se forma, qui parcourut les ateliers et d'abord le secteur de l'Auto. Là, en un clin d'œil, pratiquement tout l'atelier quitta les machines et se joignit au cortège. Les machines-transfert furent arrêtées, les unes après les autres, et le flot d'ouvriers, encore grossi, gagna les autres ateliers. Très rapidement, l'ensemble de l'usine était arrêté. Au cours d'un petit meeting de 500 ouvriers devant la cantine, le responsable de la CGT fit à nouveau voter la grève et demanda aux travailleurs présents de revenir le lendemain matin à 5 heures pour accueillir l'équipe du matin et la mettre en grève à son tour.

Dans la nuit, la grève s'étendait à l'équipe de nuit. L'usine du Mans produisant des pièces essentielles pour la sortie de la « Supercinque » et de la R 25, notamment des trains avant, la Régie envoya au total 22 camions pour charger des pièces. Mais 7 seulement purent repartir chargés, les autres restant dans l'usine.

... A la grève totale

Enfin, vendredi matin 21 septembre, les grévistes de la veille, venus de bonne heure accueillir l'équipe du matin, n'eurent pas trop de mal à convaincre l'ensemble de celle-ci de se mettre en grève. A 6 h 15, le responsable de la CGT prit à nouveau la parole pour parler de la grève. Celle-ci serait dure ; c'était sérieux.

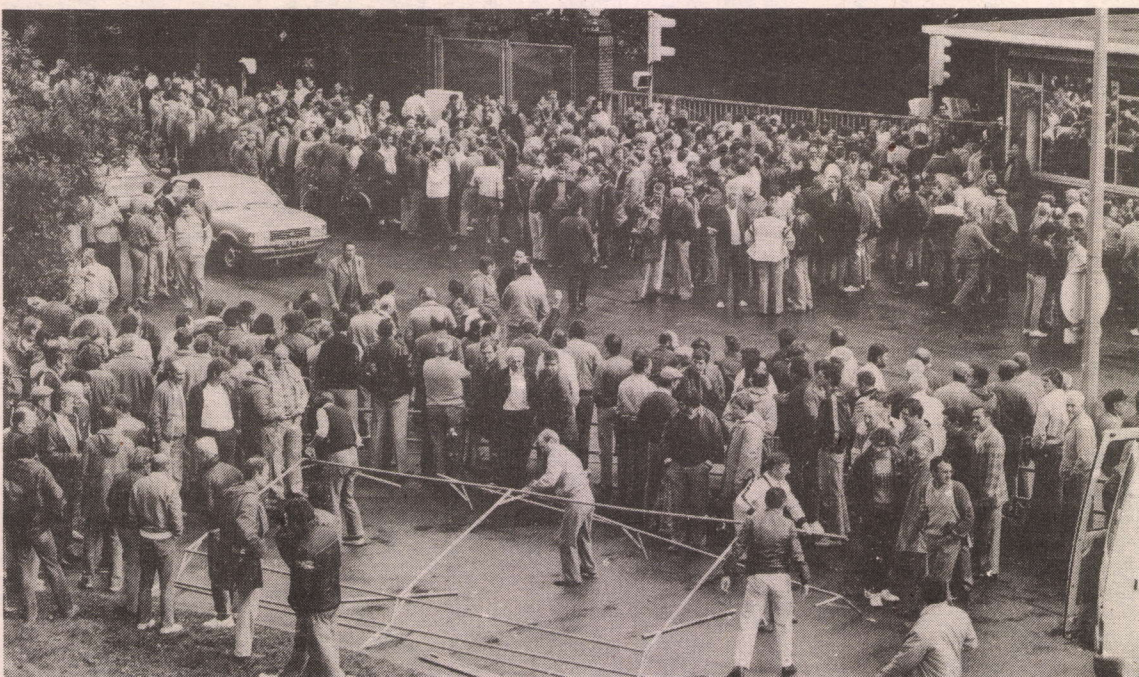
D'autre part, il dénonça violemment « ceux qui s'énervent », « qui voudraient entraîner la CGT dans des actes inacceptables ». A qui faisait-il allusion ? Au cours de la journée précédente, les délégations des ouvriers dans certains bureaux auraient laissé quelques traces. Il n'en fallait pas plus apparemment pour que le dirigeant de la CGT se croie tenu de préciser : « La grève se fera avec les organisations syndicales, avec la CGT, sous le contrôle des organisations syndicales et de leurs élus », et de personne d'autre.

Les dirigeants de la CGT de l'usine du Mans avaient peut-être été eux-mêmes surpris, la veille, du succès du débrayage auquel ils avaient appelé. Placés devant ce succès, ils avaient décidé de l'assumer, faisant voter et revoter la grève, prenant leurs dispositions pour faire débrayer les autres équipes. Mais ils tenaient aussi à en garder le contrôle et la direction exclusive, et ils tenaient même, pour plus de précautions, à le dire avec insistance aux ouvriers présents.

Ils surent aussi prendre le soin de laisser planer le flou sur les objectifs de la grève. La CGT parla surtout de « négociation » sur les problèmes en suspens : les licenciements, la prime de décembre et la semaine de congé.

Mais en cette fin de semaine, la CGT avait pris ses dispositions pratiques pour la grève. Les inscriptions au piquet de grève avaient été prises, les équipes de nuit et de jour organisées avec, en permanence, quinze à vingt grévistes à chaque porte. Des cars de l'usine avaient été mis en place pour bloquer les portes et, en même temps, pour servir d'abri aux piquets. Des tentes « marabout » étaient aussi installées face à l'usine et les casse-croûte prévus. Et chacun, parmi les ouvriers de l'usine du Mans, était convaincu que l'on s'installait dans la grève.

Dans les usines Renault



Les travailleurs de Renault Le Mans devant l'usine - Septembre 1984 - (photo Le Maine-Libre).

... que direction et dirigeants syndicaux se sont empressés de terminer

Avec l'usine du Mans, c'est 8 600 ouvriers de la Régie qui étaient en grève. La façon dont la grève était partie, dont elle avait rapidement grossi, montrait qu'elle partait d'un sentiment de « ras-le-bol » largement répandu parmi les ouvriers de l'usine, et aussi du sentiment qu'il était temps, en tout cas, de réagir aux attaques de la direction et d'y mettre un coup d'arrêt.

La direction pouvait légitimement craindre que le mouvement ne gagne d'autres usines de la Régie, et même qu'il se donne des objectifs plus ambitieux que ceux de départ. Enfin, au niveau gouvernemental, on craignait sûrement que l'on s'installe dans la grève à la Régie Renault, avec le rôle d'entraînement que cela pouvait jouer pour l'ensemble de la classe ouvrière.

C'est sans doute ce qui explique que, dans des négociations acharnées, on fit tout pour conclure un accord avec les syndicats dans le week-end des 22 et 23 septembre. Et c'est au dernier moment, à 20 heures le dimanche soir, que les ouvriers de la Régie apprirent qu'ils étaient convoqués le lendemain matin à l'usine par les organisations syndicales, pour se prononcer sur un « constat de fin de discussions ». Ils purent aussi constater combien la direction était pressée d'obtenir la reprise du travail par le fait que, alors que la journée du lundi était initialement prévue chômée pour une grande partie de l'usine, on leur annonçait que le travail reprendrait effectivement dès le lundi matin pour tout le monde, en cas d'avis favorable.

Les résultats de la négociation

Lundi matin, c'est donc devant la presque-totalité des travailleurs de l'usine venus « aux nouvelles » que le responsable de la CGT, Boustouler, prit la parole au micro pour présenter les résultats de la négociation. D'abord prudent au début de son exposé, il précisa qu'il ne s'agissait que d'un « constat », sur lequel il y avait à se prononcer. Mais il précisa peu à peu le point de vue de la CGT.

Il insista tout d'abord sur la garantie obtenue « qu'il n'y aurait pas de licenciements à l'usine du Mans » : seulement des départs en pré-retraite du Fonds national de l'emploi. Il insista aussi sur le fait qu'on leur avait assuré qu'il y aurait « du sang nouveau à l'usine du Mans », autrement dit un

renouvellement des effectifs par l'embauche de jeunes. Il faut dire que, au Mans, c'est souvent de père en fils que l'on travaille chez Renault, et il tapait juste en mettant en avant cet argument.

Sur la semaine de congés bloquée entre Noël et le jour de l'an, la direction restait sur sa position, mais acceptait que certaines journées soient prises au compte des congés d'ancienneté ou de jours de récupération. Bien sûr, dit Boustouler, le recul n'est pas complet, mais le résultat est déjà appréciable.

Sur la diminution de la prime annoncée par la direction enfin, il exposa le compromis trouvé : la prime resterait diminuée, mais un complément de 300 F serait accordé aux ouvriers du Mans, de sorte qu'en fait ils toucheraient la même prime que l'année d'avant, compte tenu de la hausse des prix de l'année. Là

aussi, commenta-t-il, le résultat est positif, même si le recul n'est pas total.

Une CGT « responsable »...

Et c'est là que le responsable CGT montre le plus clairement le fond de sa pensée. Bien sûr, expliqua-t-il, on pourrait demander plus. Mais il faut être bien conscient que cette année la Régie a fait du déficit. Il faut espérer que l'an prochain les primes seront revalorisées, car la Régie fera peut-être alors du bénéfice... si la « Supercinq » est un succès et se vend bien !

Au fond, le responsable de la CGT reprenait ainsi les arguments de la direction, justifiant la diminution des primes et la stagnation des salaires par les « difficultés financières » de la Régie... qui ne l'avaient pas

empêchée de procéder à de coûteux investissements. Et au fond, il condamnait aussi d'avance une éventuelle poursuite de la grève, comme risquant de compromettre la sortie de la « Supercinq » que le matin même le président Mitterrand inaugurait en venant à son travail à l'Élysée au volant d'un prototype confié personnellement par Hanon, P-DG de la Régie !

La CGT avait donc choisi de s'affirmer comme un syndicat responsable. Il ne devait pas être dit qu'elle ait compromis la sortie de cette nouvelle voiture dont toute la presse clamait au même moment qu'elle était le grand enjeu des succès de l'industrie française. Et ainsi, au fur et à mesure du discours, on comprenait que la CGT se prononçait, clairement, pour la reprise du travail.

Enfin, Boustouler sortit son dernier argument : le paiement des jours de grève. La journée de chômage technique prévue pour le lundi était annulée (on considérerait que la journée de grève du vendredi était cette journée de chômage technique et serait payée en conséquence). La journée de lundi, elle, serait donc payée normalement « si le travail reprenait ce matin ». Quant à la journée de jeudi, la direction, à la même condition, s'engageait à « avoir un trou de mémoire » : il ne s'était rien passé jeudi.

Ayant ainsi conclu que le constat de négociation lui semblait positif, Boustouler passa la parole à son collègue de la CFDT, qui se prononça dans le même sens. Et il s'apprêta à passer au vote.

... Et pas démocratique au point de laisser parler les autres !

L'accueil des travailleurs aux discours syndicaux avait été jusque-là plutôt favorable, ponctué de quelques applaudissements et approbations, mais surtout très attentif. On sentait surtout que chacun cherchait à peser les résultats, parfois vaguement surpris et déçu qu'un mouvement si bien commencé se termine si vite, sans voir cependant, dans les arguments développés, au nom de quoi s'opposer à la reprise du travail.

A la fin des exposés syndicaux, cependant, quelques voix s'élevèrent. « Et les salaires ? » demandèrent quelques ouvriers. Un travailleur, proche du premier rang, demanda la parole. Mais les responsables syndicaux ne firent pas un geste pour lui tendre le micro. Et, entre le micro et lui, on s'aperçut qu'il y avait de solides rangs de service d'ordre syndical, placés coude à coude en un groupe compact.

Le travailleur intervint alors du bas de la tribune, disant qu'à son avis il fallait continuer le mouvement qui, parti comme il l'était, permettait d'obtenir plus que des miettes. Puisque la direction reculait, il fallait la faire reculer jusqu'au bout. Il fit

observer aussi que le fait que la prime reste officiellement diminuée, même compensée par un complément de 300 F, signifiait qu'elle restait diminuée pour les autres usines de la Régie et aussi que, ce précédent une fois acquis, les primes des années suivantes pouvaient fort bien être diminuées aussi.

A ce moment, la majorité des ouvriers était sans doute acquise déjà à l'idée de la reprise. Au fond, on n'avait pas vraiment encore eu le temps de s'installer dans la grève, de définir ses objectifs, de chiffrer ce qu'elle pouvait coûter et ce qu'on pouvait en attendre. Que l'on annonce ainsi le lundi matin que tout était réglé, c'était tentant. Mais ce n'est pas pour cela que les travailleurs ne voulaient pas entendre les arguments de ceux qui s'opposaient à la reprise. Et beaucoup qui, éloignés des premiers rangs, ne pouvaient entendre le travailleur intervenant, crièrent « Micro, micro ! ».

Mais les responsables syndicaux étaient fort peu soucieux de faire entendre aux travailleurs un point de vue qui pouvait contredire le leur. Sûrs d'eux, les dirigeants syndicaux, mais pas au point de donner la parole aux travailleurs ! Boustouler, d'ailleurs, finit par se justifier : « Vous comprenez bien, dit-il, que nous sommes nombreux. Je ne peux pas donner la parole à tout le monde, sinon nous serons encore là à discuter pour cette fameuse semaine de congés de Noël au jour de l'an ! ». Et c'est sur cet argument-massue qu'il déclara qu'il était temps de se prononcer et obtint une forte majorité pour la reprise du travail. Seules, une cinquantaine de mains se levèrent pour la poursuite de la grève.

« Remettre ça » ?

A la reprise du travail, pourtant, à part les militants CGT rentrant dans l'usine aux cris de « On a gagné », l'ambiance n'était pas à l'allégresse. On sentait parfois un malaise diffus. Le point jugé le plus positif est l'annonce qu'il n'y aura pas de licenciements. Mais le sentiment est souvent que « on a limité la casse », mais qu'il faudra « remettre ça », car « on n'a aucune garantie pour l'an prochain ».

Au fond, ce que beaucoup ressentent confusément, c'est que les résultats ne sont pas à la mesure de ce mouvement bien démarré, d'une unanimité telle qu'on n'en avait pas vu depuis longtemps au Mans, ni d'ailleurs dans les autres usines de la Régie, et qui pouvait peut-être être le point de départ d'une lutte pour des objectifs plus ambitieux. Et c'est en effet, précisément, la raison pour laquelle la direction s'est tant dépêchée de trouver un accord, en y mettant même le prix, et la raison pour laquelle la CGT et la CFDT, en syndicats « responsables », se sont dépêchées d'y souscrire.

Dans les usines Renault

Renault
Flins

Renault
Saint-Ouen

L'ambiance dans les ateliers

A Flins, à la fin de la semaine dernière, la réduction de la prime de fin d'année (on ne savait pas encore de combien) et la grève de l'usine du Mans faisaient beaucoup parler. Partout, ce qui revenait, c'est que ceux du Mans avaient raison ; qu'il fallait mettre un terme aux attaques sur le niveau de vie 3 % de baisse du pouvoir d'achat cette année, 10 % de moins sur la prime de septembre, et maintenant diminution de la prime de fin d'année : ça n'allait pas. Et il n'y avait absolument aucune critique de la grève engagée au Mans. Personne ne reprochait par exemple que la grève allait perturber la sortie de la nouvelle voiture, puisque la partie mécanique avant est fabriquée au Mans et que la livraison était arrêtée. Mais il n'y avait pas beaucoup de travailleurs dans les ateliers et, en permanence, par la maîtrise et les cadres. Cela tient en une phrase : « Les gars, cela va mal à la Régie, il y a des journées chômées un peu partout et nous, à Flins, nous avons une chance extraordinaire : on démarre la Super 5. Il faut absolument que ça marche, sinon... ». Et le « sinon », c'est tout un programme de misère, au choix de l'imagination des interlocuteurs.

Là-dessus d'ailleurs, la direction a réussi à convaincre le principal syndicat de l'usine, la CGT, qui écrit et répète

aussi : « Il faut tout faire pour réussir la Super 5 ».

Les travailleurs de l'usine, bien que méfiants il y a quelques mois, se sont laissé convaincre. Et très nombreux sont ceux qui, même s'ils sentent bien que cela arrange la Régie, donc que c'est suspect, considèrent que, c'est vrai, « il faut réussir la nouvelle voiture, sinon... ». Alors, la grève maintenant, en pleine période de lancement...

Lundi matin 24 septembre, on nous a annoncé que la diminution de la prime était de l'ordre de 200 F. Et mardi, une grève a commencé sur les chaînes Ferrage, là où on finit la carrosserie, où on monte les portes, capots, hayons, etc. Le mot est passé de bouche à oreille : nous devons débrayer à 9 heures. Et à 9 heures précises, les chaînes Ferrage s'arrêtaient de tourner. 140 travailleurs environ sur 300 sortirent. Il y eut une brève assemblée, à l'issue de laquelle fut désignée par acclamation une délégation de 10 camarades, au cas où le besoin s'en ferait sentir. Puis le groupe parcourut l'usine en cortège, ouvriers des chaînes Ferrage et peintres, pour attirer d'autres travailleurs de l'usine dans la grève.

En défilant dans l'usine, le petit groupe du départ gagna un peu en importance. Mais il gagna quelques centaines d'ouvriers tout au plus, dans des secteurs dispersés de l'usine.

A l'équipe d'après-midi, il y eut la même grève. Et là, devant le bâtiment de la direction, le chef du personnel entreprit, nouveau style de la Régie, de discuter avec les deux cents grévistes présents.

Et ce sont des camarades pourtant pas connus comme militants qui lui ont répondu...

en reprenant à leur compte et avec conviction ce que la direction leur a mis dans la tête : « Il faut réussir la nouvelle voiture. Alors, pourquoi vous diminuez la prime, alors que vous savez bien qu'il va y avoir la grève et que ça va gêner la sortie de la Super 5 ? ».

« Et pourquoi avez-vous augmenté les prix ? Si on veut en vendre plus, il ne faut pas augmenter le prix », etc.

La discussion s'est conclue sur l'intervention d'un camarade qui a expliqué que les 200 francs qu'on vole aux 100 000 travailleurs de Renault, cela fait exactement les 2 milliards de centimes que Lauda réclame pour courir pour Renault, et qu'il a des chances raisonnables d'obtenir. Le chef du personnel a affirmé que ça n'était pas vrai, ce qui prouve qu'il ne sait pas compter, et est remonté dans son bureau.

Les défilés ont continué jusqu'en fin d'équipe, comme pour nos camarades du matin. Dans les discours syndicaux, la CGT suggérait, sans proposer, de bloquer les chaînes (à 200), et la CFDT d'aller dans les ateliers pour convaincre nos camarades de travail et être des milliers, comme au Mans, pour engager une action puissante.

Mercredi, les débrayages se sont un peu essouffés. Il faut dire que les directions syndicales ont consciencieusement laissé chaque usine de la Régie isolée des autres et n'ont surtout pas proposé une action concertée à l'échelle du groupe, qui aurait pu redonner le moral aux travailleurs des usines où l'action est la plus faible pour le moment.

Ceci étant, la direction n'est pas tirée d'affaire pour autant.

Correspondant LO

Le ton monte

A l'usine, depuis quelques jours, le ton monte. Il faut dire qu'il y a de quoi. La direction cherche par tous les moyens (pressions individuelles, informations par la maîtrise, réunions du Comité d'entreprise et entrevues avec les syndicats) à imposer un changement d'horaires dans l'usine : mettre en équipe des travailleurs qui jusque-là étaient en « normale ». En expliquant que, si on ne sort pas les outils dans les délais, l'avenir de l'usine serait compromis. Des bruits se sont mis à circuler, comme quoi « ils veulent fermer la taule, ils veulent casser l'usine ». Et certains syndicats comme la CGC et FO abondent largement dans ce sens, tout comme la CGT d'ailleurs dans ses déclarations et ses tracts.

Mercredi, tous les syndicats de l'usine ont appelé à un débrayage portant sur la baisse de la prime de fin d'année et la cinquième semaine laissée au choix du patron.

Lors du meeting où près de 300 travailleurs sur 500 étaient présents (soit la presque-totalité des ateliers), ils ont fait approuver une motion refusant tout changement d'horaire « dans les conditions proposées par le patron ». Ce qui fait dire à beaucoup de travailleurs que, « sous d'autres conditions », les syndicats pourraient marcher.

Après le débrayage du matin, les syndicats ont de nouveau appelé à se rassembler à 14 heures. Cette fois, la CGT a haussé le ton d'un cran, surprenant beaucoup de monde. L'orateur de la CGT a annoncé qu'à la réunion du CE qui venait d'avoir lieu la direction refusait de satisfaire les revendications et ne parlait que de son plan de changement d'horaires. Il a appelé les travailleurs présents, au nom des syndicats CGT, CFDT et FO, à ne pas reprendre le travail pour le reste de la journée. Ce qui a été ovationné par tous ceux qui étaient là.

Lorsque l'équipe du soir (60 travailleurs) est arrivée, ils ont décidé par un vote de faire la grève totale pendant toute leur vacation. Le lendemain jeudi, la CGT avait dépêché, dès l'entrée de l'équipe du matin à 6 h 30, la plupart de ses militants à la porte. « L'équipe du soir a fait grève totale, attendons la normale et ne reprenons pas le travail ! », entendait-on. Et à 7 h 30 toute l'usine était à nouveau paralysée. Les syndicats sont montés voir le directeur. Ce dernier a dit qu'il ne pouvait prendre aucune décision et qu'il devait aller à Boulogne dans la journée pour discuter avec la direction générale. Au moment où nous écrivons, tout le monde a décidé d'attendre le retour de la direction sans reprendre le travail. Ça chauffe, et ça chauffe bien.

Correspondant LO

Supercinq
super-tarifs,
super-profits



La nouvelle « Supercinq » : Mitterrand l'a en main... les ouvriers l'ont mauvaise ! (Ph. AFP).

La Renault Supercinq, que la Régie vient de lancer et que Mitterrand en personne a inaugurée, a été l'occasion d'une simplification et d'une automatisation poussées de la production. Elle est assemblée avec deux fois moins de pièces à emboutir (58) que la R5 (107). De même, la plupart des pièces de l'habillage intérieur sont moulées à l'avance et montées d'un seul bloc. Au total, sur les chaînes de l'usine de Flins, qui ont été pourvues de nouveaux robots, le temps de montage d'une voiture a été abaissé de 24 h 40 pour une R5 à 20 heures pour une Supercinq. Et suite à ces économies à la production, on parle maintenant... de réductions d'effectifs à

Flins !

C'est pourquoi, sachant tout cela, les travailleurs de la Régie ont été choqués en apprenant à quel prix sera vendue la nouvelle voiture. Ce sont des prix... modernisés. La Supercinq est vendue de 6 000 à 9 000 F plus cher que le modèle correspondant de la R5 « lauréate », et aussi notablement plus cher que la plupart des modèles correspondants des autres marques.

Rationalisation, modernisation, projets de licenciements d'une part, augmentation des prix d'autre part : ça ne paraît pas logique comme ça, mais c'est que la seule logique de la Régie... c'est la recherche du meilleur profit.

Dans les usines Renault

Renault
Billancourt

La rentrée à Billancourt

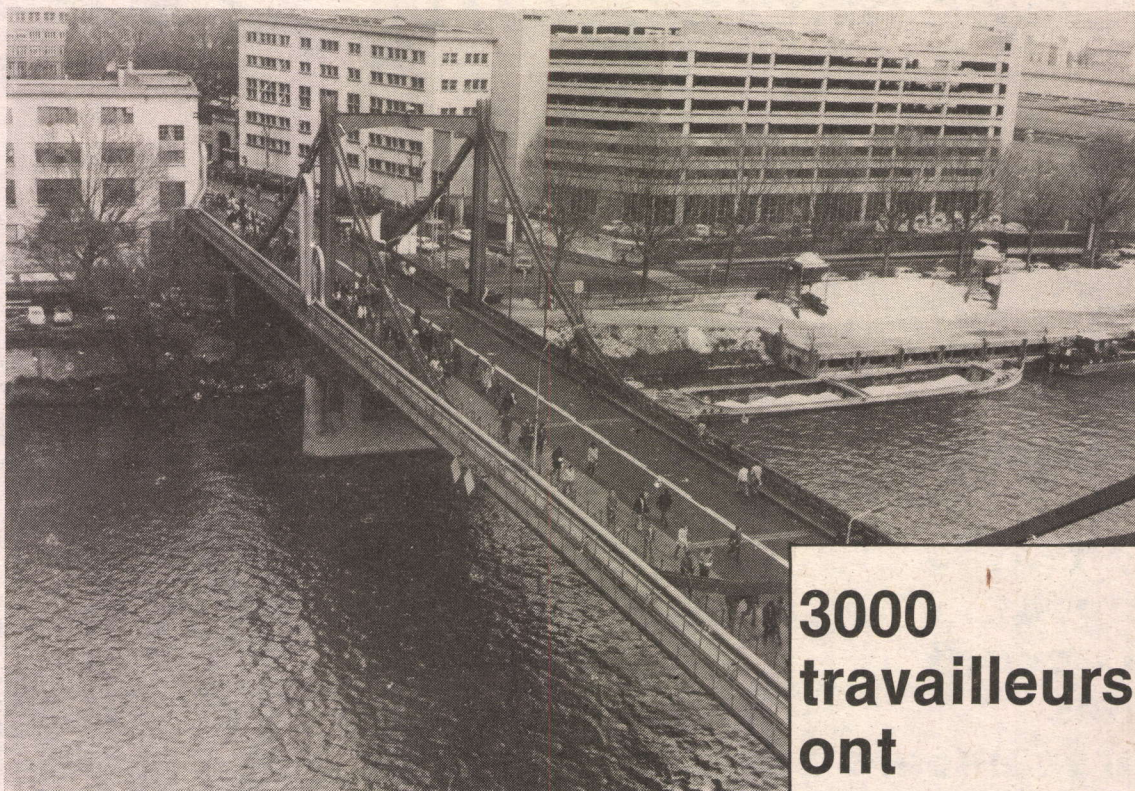
A Billancourt dans les ateliers, depuis la rentrée, les discussions vont bon train. Elles ont d'abord porté sur les 15 000 suppressions d'emplois qui ont fait la Une des journaux au mois d'août ; et plus récemment sur les bruits d'amputation de la prime exceptionnelle de fin d'année, ainsi que sur l'obligation de prendre sa cinquième semaine de congé entre Noël et le jour de l'an.

Les syndicats, CGT en tête, qui jusque-là et depuis bien longtemps s'étaient peu montrés, ont changé quelque peu de ton. Ainsi la CGT, dans son tract de rentrée, titrait. « Salaire, emploi : patrons, direction, gouvernement ne laissent pas d'autre choix au personnel que la lutte ». Dans le même temps, ce syndicat

se félicitait de la sortie de la nouvelle R5 et affirmait que, face aux « problèmes de l'automobile, il y a des solutions », entre autres « des économies sur les rebuts, les retouches, l'amélioration de la qualité, la pleine utilisation des capacités de production » et, bien entendu, le « rapatriement des fabrications de l'étranger en France ».

Chez les travailleurs, si à la rentrée l'opinion dominante a été : « C'est la crise, on ne peut pas faire grand-chose ; du moment qu'on a un emploi c'est le principal » cela n'a pas empêché, dans l'île Seguin, des travailleurs de débrayer contre les mauvaises conditions de travail sur les nouvelles chaînes.

En fait, les travailleurs ne sont pas démoralisés par ces bruits, mais encaissent



Pont de l'île Seguin à Billancourt (photo LO)

les coups que la direction ne se gêne pas de donner depuis le début de l'année. Qu'on en juge : 2 % d'augmentation de salaire ; pour les OS, un mois de chômage « économique » entraînant une perte de 1 000 F ; dans les secteurs, une multiplication de la polyvalence consécutive aux suppressions de postes. Là-dessus sont venues s'ajouter les craintes d'amputation, voire comme l'a laissé entendre la CGT, de suppression d'une des deux primes de décembre (depuis, le montant des deux primes a été affiché et il s'avère que, pour un OS la perte est d'environ 100 F) ainsi que l'obligation de prendre la cinquième semaine à la fin de l'année, l'usine devant être fermée, « pour faire des économies », selon la direction !

Dans le même temps, la Régie a laissé entendre que

des pourparlers étaient en cours afin de se « payer », à 2,2 milliards de centimes, le coureur Nicki Lauda ! Quant à son intention de fermer l'usine de Billancourt à la fin de l'année, cela a paru incompréhensible à de nombreux travailleurs, au moment même où la Régie affirmait vouloir monter 2 000 R5 par jour entre Flins et Billancourt.

Bref, un mécontentement réel existait et les syndicats CGT et CFDT, par des débrayages la semaine dernière dans divers départements, comme le 70, le 14, dans l'île Seguin, ont permis aux travailleurs d'exprimer ce mécontentement.

Ce mécontentement diffus, ira-t-il en grandissant ? Ce n'est pas impossible, d'autant que la grève du Mans est ressentie comme ayant entraîné des résultats non négligeables, sans que les travailleurs y perdent.

3000 travailleurs ont débrayé

A l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO, environ 3 000 travailleurs se sont réunis le 24 septembre, aux grilles Zola, à l'intérieur de l'usine.

L'orateur de la CGT, après avoir rappelé les solutions de son syndicat (« retour des fabrications de l'étranger, utilisation à plein des chaînes de montage, » etc.) a dénoncé les intentions de la direction sur la cinquième semaine, le chômage, les salaires. Il a revendiqué une prime de 1 000 F pour la sortie de la « supercinq ».

Ensuite la CFDT et FO ont parlé devant un public réduit, car la pluie n'a pas cessé.

Malgré cela, les travailleurs de Billancourt étaient plus nombreux que lors des débrayages précédents (avril 1984). Il fallait montrer à la direction qu'elle devrait compter avec eux et que ce qui a été obtenu au Mans, il n'y a pas de raison que Billancourt ne l'ait pas.

Département 74

Plein la gueule
et pas un rond

Pas d'accord !

Au département 74, en Peinture, l'arrivée du nouveau véhicule sur les chaînes signifie aussi l'arrivée de conditions de travail plus pénibles.

Jusqu'alors, l'intérieur des berlines était peint depuis l'extérieur de la voiture et, en ce qui concerne l'intérieur des 4L fourgonnettes, le peintre y travaillait muni d'une cagoule sous pression d'air. Mais pour la nouvelle R5, la direction veut que l'on peigne l'inté-

rieur de la caisse accroupi dedans. Mais la faible hauteur de la voiture rend impossible l'usage des « cagoules », ce qui a pour résultat que l'on s'en prend plein la figure. Car, de l'intérieur de la caisse, la ventilation des cabines est inopérante.

Mais les peintres sont bien décidés à ne rentrer à l'intérieur des nouvelles R5 que si la Régie y met le prix, point de vue salaire.

Ambiance chez les cols blancs

La presse a beaucoup insisté sur le pourcentage de cols blancs dont la Régie Renault comptait se débarrasser (9400) dans les bureaux de Renault, au centre industriel et au siège social.

Les chiffres publiés cet été, de 15 000 travailleurs en sureffectifs, et aussi ce qui s'est passé chez Citroën, ont fait leur effet. Et les mêmes travailleurs qui, avant les vacances, pensaient qu'à la Régie il n'y aurait pas de licenciements, se disent maintenant que nous ne sommes pas à l'abri. Bien sûr, on parle de nouveaux départs en FNE. Mais quand on compare avec le nombre de gens dans cette tranche d'âge (7 000), on est loin du compte. Alors les bruits courent, et les gens y sont très attentifs. Il y a

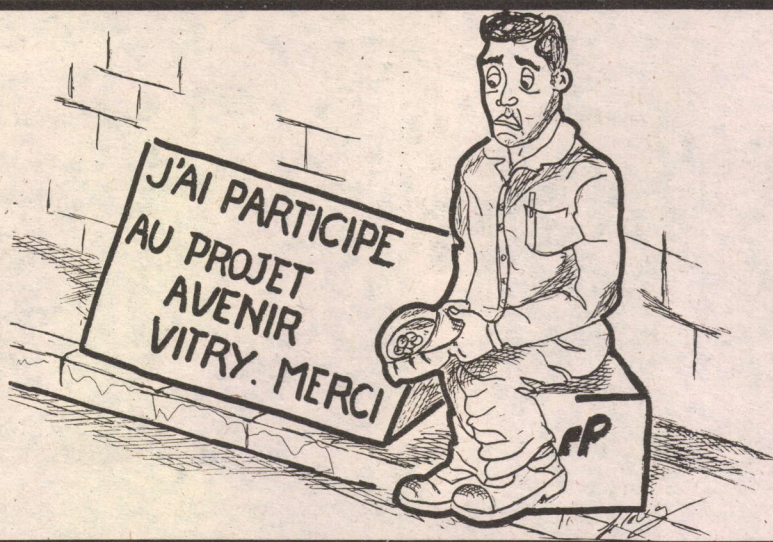
un climat d'attente, parfois même d'inquiétude. Et c'est encore alimenté par le fait que, dans certains secteurs, des restructurations sont en cours ; on voit les chefs se réunir ; on apprend qu'ils sont chargés de faire le point sur les effectifs dans leur service, à l'occasion d'une note de service qui traîne. Pour certains, les licenciements, c'est « pour les autres ». Ils n'imaginent pas que la Régie puisse se passer de leur travail. Et beaucoup disent que, s'il y a des économies à faire, alors ce sont les cadres qui vont être poussés dehors. Et puis il y a toujours la possibilité que la réduction des effectifs se fasse, au fil des années, par de nouveaux départs FNE. Et il faut dire que jusqu'à maintenant, dans les bureaux, ces départs en FNE

n'ont pas bouleversé les conditions de travail de tout le monde. Il y a même des gens qui y voient l'avantage d'une éventuelle promotion par le remplacement des partants.

Mais, pour tous, les sujets de préoccupation sont la 5ème semaine imposée en fin d'année, le chômage technique, les licenciements, les salaires !

D'un autre côté, beaucoup espèrent que le lancement de la nouvelle R5 va reculer les échéances et se disent que, si la situation ne se redresse pas, la Régie n'aura pas le choix. Mais cela ne veut pas dire qu'ils accepteront sans réagir de se laisser jeter à la rue. D'ailleurs les mensuels étaient plus nombreux que d'habitude au débrayage du 26 septembre.

La direction veut réduire les effectifs avec l'accord des travailleurs !



Les conséquences du Plan Avenir Vitry tel que l'a vu un travailleur.

Rhône-Poulenc Vitry se restructure. Mais comme le mot « restructuration » est trop inquiétant, la direction a baptisé son projet « Plan Avenir Vitry », ou PAV.

Ce plan, elle fait tout son possible actuellement pour y associer le personnel : réunions de secteurs avec bourrage de crâne, où on demande ensuite l'avis de chacun. Elle fait arrêter à tour de rôle pendant une journée entière des ateliers tournant en 2x8 et 3x8, afin de réunir d'un coup tous les travailleurs du secteur. Elle a créé des commissions de travail dans les domaines économique, industriel, commercial et « social », auxquelles, en plus des cadres qu'elle a choisis, elle a associé des techniciens ou agents de maîtrise de différents services et quelques travailleurs...

Bien sûr, tout est prévu d'avance. La direction a déjà annoncé que des fabrications seraient abandonnées et a donné les noms des quelques produits commercialement importants qui doivent être développés. Et surtout elle avoue ouvertement qu'il faut réduire les dépenses, et donc les effectifs. Mais, explique-t-elle, c'est un moindre mal car, si son plan se réalise comme elle veut, les suppressions d'emplois se feront sans licenciement. En s'appuyant sur ce chantage, elle veut obtenir notre bénédiction. Elle essaie même de faire croire qu'on y trouverait notre compte. Et puisque la « commission sociale » a déjà constaté qu'elle n'avait aucune possibilité d'agir sur le déblocage des salaires, la direction a suggéré qu'une autre « motivation du

personnel » pourrait être la concertation et le dialogue à tous niveaux. Elle ne manque vraiment pas de culot !

Elle a pour cela engagé un « institut d'étude » spécialisé, d'après ses dires, en recherche sur la communication. Celui-ci a mis sur pied un questionnaire destiné à tout le personnel, où l'on peut lire entre autres : « Dans les circonstances actuelles, on peut comparer l'usine de Vitry à un avion : il est en plein vol et on constate qu'il consomme trop d'énergie pour atteindre sa destination »... Et de demander si personnellement vous faites confiance à l'équipage. En quelque sorte, le remake du « on est tous dans la même galère ». On veut moderniser un peu le scénario, mais l'histoire est toujours la même.

Correspondant LO

Une restructuration sur notre dos ?

L'application de la réduction du temps de travail à Hispano-Suiza a apporté perte de salaire et complications sur la paie pour l'ensemble du personnel. Mais ce n'est pas tout.

Depuis cette réduction du temps de travail, un autre problème se fait jour : l'insécurité de l'emploi ainsi que l'aggravation des conditions de travail pour les ouvriers de Fabrication.

L'insécurité de l'emploi est entretenue dans l'opinion par des articles dans la presse patronale et spécialisée dans l'aéronautique, *L'Expansion* et *Air-Cosmos*. L'un et l'autre de ces journaux défendent l'idée qu'il est nécessaire de « faire le ménage » à Hispano-Suiza, afin de permettre une relance industrielle de cette usine de 2300 personnes, filiale de la SNECMA.

Il y a du ménage au niveau des machines. Il est de moins en moins question de machines traditionnelles. Certaines machines-outils énormes, comme les tours verticaux, sont carrément mises à la casse. D'autres sont en passe de suivre.

Il y a aussi bien sûr la volonté de « rentabiliser » aux dépens des travailleurs. On ne nous parle que de mauvaise gestion, d'économies, de mutations, de restructurations et de licenciements.

On assiste aujourd'hui, à une tentative de mise au pas de tout le personnel. Dans les bureaux, la démarche des patrons est surtout psychologique, pour culpabiliser les employés et cadres sur les mauvaises affaires et les « coûts de production » trop élevés, sur le gaspillage et la mauvaise gestion. Dans les

ateliers, c'est plus concret. Il faut rentabiliser les nouvelles machines à commandes numériques en faisant la chasse aux « temps morts ». Tout le monde est espionné, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'usine, par un trio de flics en civil qui sont à l'affût des éventuels « délinquants »...

Sur les « commandes numériques », par contre, c'est la course contre la montre à la production : il faut que ça tourne ! C'est dans cet esprit que la direction cherche à instaurer un horaire spécial, VSD (vendredi, samedi et dimanche), qui permettrait aux machines de ne jamais s'arrêter. Pour le moment la direction met l'accent sur la réduction de la semaine de travail, en espérant trouver suffisamment de volontaires.

Il y en a bien quelques-uns, mais la proposition n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements. La CGT est contre ce projet, la CFDT se tait. Mais une grande partie des ouvriers restent assez méfiants. Pour les ouvriers de Fabrication, c'est clair que la direction « restructure » déjà sur leur dos. La direction a bien des problèmes pour faire accepter son plan. Elle fait des réunions avec la maîtrise, pour tenter de juguler par avance la moindre contestation et faire fonctionner les machines avec le moins de perte de temps possible !

Pour le moment, tout le monde s'observe et les syndicats semblent avoir pris leurs quartiers d'hiver. Mais l'exemple de l'explosion de juin/juillet est encore tout frais dans les esprits et la restructuration se fait encore en catimini.

Correspondant LO

Rentrée scolaire dans le Puy-de-Dôme :

Les difficultés ne manquent pas !

Malgré les discours officiels des autorités rectores et académiques qui prétendent que la rentrée est tout à fait satisfaisante, la réalité est assez différente, surtout dans les collèges et les lycées.

D'abord, les services scolaires ont été « surpris » de voir arriver dans les collèges, en septembre, 300 élèves de plus que prévu, et 250 « en trop » dans les lycées ! Et comme il n'est pas question de créer des postes, alors on entasse les élèves au maximum, en dépassant les normes.

C'est ainsi qu'au lycée Ambroise-Brugière, à Montferrand, dix classes sur 23 dépassent 35 élèves. En première et terminale, l'effectif atteint souvent 38 à 40, le

seuil de dédoublement étant 41.

Au lycée Jeanne-d'Arc, dans Clermont, même situation : 16 classes (au lieu de 9 en 1983-84) dépassent chacune 35 élèves, avec des terminales de 38 et 39.

Au total, dans le département, 85 classes dépassent 35, au lieu de 58 l'an passé.

Dans les collèges, les chiffres sont du même ordre. Le maximum est théoriquement de 24 élèves par classe sur le plan national mais, faute de crédits, on grossit les classes : 350 classes dépassent les 24, au lieu de 276 en 1983-84.

Au lycée technique Sidoine-Apollinaire, ce sont les surveillants qui manquent : la moitié sont encore

absents au bout de 15 jours de reprise et le recteur a répondu qu'à l'Internat les élèves de seconde, qui ont autour de 15 ans, devaient se garder eux-mêmes.

Les professeurs se heurtent à des difficultés matérielles pour avoir du papier : quand l'établissement possède une photocopieuse, elle est sous clé ou indisponible jusqu'au 1^{er} octobre, pour ménager la consommation de papier. Alors, à l'heure des techniques de pointe qui révolutionnent l'imprimerie, dans les écoles on en est toujours à la machine à écrire classique et au reproducteur à alcool.

Et comme chaque année, des centaines d'heures de travail manuel, de dessin et de musique ne sont pas

assurées. Il n'est pas rare que des enseignants aient à se déplacer sur deux et même trois établissements pour assurer leur service. Et passe encore, si on ne demande pas à un professeur de biologie d'enseigner la physique, ou la gymnastique et les mathématiques.

Quant aux rares établissements nouveaux, on les a ouverts à tout prix pour la rentrée. Mais ce n'était pas prêt, et il faut vraiment essuyer les plâtres. Ainsi, dans le quartier populaire de La Glacière, le collège Trémontex est en partie inachevé : il y a des bâtiments et des salles mais l'intérieur reste à meubler. La mairie a dû expédier en toute hâte tables et chaises manquantes, parce que les

salles prévues pour 30 jeunes occupants sont surchargées. Le matériel pédagogique est presque inexistant : projecteur, diapos, films sont invisibles. Les rayons de la bibliothèques sont totalement vides. Et d'ailleurs, à quoi bon : on a oublié de nommer documentaliste et bibliothécaire... Alors les professeurs n'ont plus qu'à se débrouiller en utilisant leur matériel personnel. Les crédits insuffisants n'ont permis d'acheter que trois livres pour les sixièmes.

Ces quelques exemples suffisent à mesurer la valeur des déclarations ministérielles sur la « rénovation de l'enseignement » et sur les « efforts pour permettre aux élèves de réussir ».

Correspondant LO

CGCT (Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques)

Après l'Informatique, le service Ingeneering débraye contre les licenciements

Mardi matin 25 septembre, juste une semaine après la reprise de nos camarades de l'Informatique, qui avaient voulu marquer leur refus de voir licencier huit d'entre eux en faisant la grève plus d'une semaine, la direction a fait savoir les noms des onze salariés du service Ingeneering (C1-C2) qu'elle entend licencier, auxquels il faut ajouter, pour ce même service, six départs en pré-retraites.

En quinze jours, 100 salariés ont donc appris qu'ils étaient licenciés. Cela, sans tenir compte des pré-retraites. Rappelons que ce sont 961 licenciements sur 2500 salariés qui sont prévus par la direction.

Le service de l'Ingeneering avait été un des premiers désignés en sureffectif avant les vacances. Et la direction avait commencé par demander, comme dans d'autres services, que ceux qui étaient volontaires pour prendre la porte sans autres indemnités que les indemnités légales se fassent connaître !

Mardi matin donc, une cinquantaine d'entre nous décidaient de ne pas reprendre le travail. Et à une trentaine, nous avons décidé de reconduire la grève mercredi matin. Car il



Devant l'entrée du siège CGCT dans le 15^e arrondissement - Septembre 1984 - (photo LO).

s'agissait, même isolés, de montrer que, pas plus qu'à l'Informatique, nous n'acceptons le licenciement des onze camarades. Mais l'après-midi, l'ambiance n'y étant pas, nous avons repris.

Certes, le problème qui se pose à nous tous, c'est de faire reculer direction et gouvernement sur leur plan de restructuration. Et cela, nous savons bien que nous ne pourrions pas le faire service après service. En tout cas, ces réactions partielles témoignent de la volonté d'un certain nombre d'entre

nous de faire quelque chose.

D'ailleurs la prudence de la direction, qui annonce ces mauvais coups, secteur après secteur, est bien une preuve qu'elle ne se croit pas complètement à l'abri d'une réaction collective.

Il n'est pas dit en effet — et l'ambiance peut changer vite —, que quand le mirage des reclassements apparaîtra pour ce qu'il est, une duperie, nous ne soyons pas nombreux à refuser de nous laisser conduire jusqu'à la porte sans réagir.

Correspondant LO

Alsthom-Atlantique

Les licenciements n'épargnent pratiquement aucune entreprise

Alsthom-Atlantique sort son « projet de plan social ». En effet le groupe qui représente 32 500 personnes, veut dégraisser ses effectifs de 4 514 personnes. L'estimation est faite en fonction de la « sous-charge » prévue en 1985.

Ainsi par exemple, pour Tarbes, c'est un sureffectif de 449 personnes sur 1 693. Belfort : 1 324 personnes sur 7 594. Le Bourget : 200 personnes sur 1 690. La Courneuve : 200 sur 1 379. Aix-les-Bains : 84 sur 1 076. Villeurbanne : 101 sur 2 018. Saint-Ouen : 62 sur 1 189. Et la liste touche toutes les entreprises, à une ou deux exceptions près.

Pour ce faire, la direction de l'Alsthom-Atlantique compte utiliser les FNE (Fonds national de l'emploi) pour se débarrasser d'une partie des sureffectifs. Les départs se font à 55 ou 57 ans, selon les entreprises. Mais ces mesures ne suffisent pas à réaliser l'objectif. Le « plan social » s'accompagne donc de tout un arsenal de mesures supplémentaires, qui seraient utilisées en fonction des besoins dans chaque établissement. A savoir : départs anticipés en retraite du personnel âgé de plus de 60 ans ; aide au reclassement individuel ; « négociation » sur la durée et l'organisation du travail. La direction stipule dans cette rubrique que cette réduction du temps de travail doit se faire à coût nul pour l'entreprise et être réversible, c'est-à-dire que, même effectuée sans compensation, elle devra être accompagnée d'une aide de l'Etat et d'aménagements d'horaires, pour rentabiliser au maximum le matériel : chômage partiel ; travail à temps partiel ; aide au retour pour les travailleurs

étrangers ; reclassement du personnel, avec reconversion, ou reclassement dans un autre groupe, avec une clause disant que, en cas de refus d'un emploi présentant la meilleure adéquation possible avec la qualification de l'intéressé, le salarié dont le poste est supprimé sera licencié ; formation du personnel.

Voilà, Alsthom-Atlantique se joint aux autres groupes pour licencier, dans le but de préserver ses profits et d'être compétitif.

Pour Villeurbanne, à ce jour les travailleurs de l'entreprise attendent le CCE qui doit se tenir le 26 septembre. Et si les travailleurs de plus de 57 ans sont intéressés pour partir, sans même savoir exactement à l'heure actuelle avec combien ils partiront, la morosité et l'inquiétude se font sentir pour le reste du personnel.

En effet, courant 1985, le transfert d'une partie des fabrications doit se faire à Aix-les-Bains. Or ces fabrications occupent à l'heure actuelle quelque 500 personnes. Donc beaucoup de travailleurs pensent que les 101 FNE avancés par la direction d'Alsthom-Atlantique ne seront pas suffisants.

Quant aux syndicats, la CGT revendique la sauvegarde du potentiel industriel de l'usine ; la CFDT est pour une réduction d'horaires compensée à 100 % et des FNE au volontariat avec embauche correspondante.

Les travailleurs se sentent désarmés. Et pourtant, face aux coups portés dans tous les secteurs du groupe, il faudrait que nous nous préparions à frapper fort nous aussi.

Correspondant LO

Chantiers de La Ciotat

Congés de conversion = licenciements

Lundi 24 septembre, après nous avoir rassemblés à 400 dans la cour de la direction, l'intersyndicale nous a fait le point sur la situation, mettant l'accent sur le fait que, par manque de commandes, la direction risquait de licencier et de continuer à nous mettre en horaire réduit.

Ensuite, nous avons envahi l'Hôtel des impôts de La Ciotat. Des armoires, des portes, des tiroirs ont été ouverts. Des dossiers, des imprimés et autres paperasses ont été passés par les fenêtres.

Contents de s'être manifestés, les grévistes sont revenus par la rue principale de La Ciotat. A l'appel des syndicats ils ont fait grève jusqu'à midi.

Certains ne se sont pas arrêtés en si bon chemin et ils ne sont pas rentrés du tout l'après-midi.

Ce débrayage, bien suivi, et l'occupation de la perception ont été la réponse des travail-



Un des rassemblements de travailleurs de La Ciotat contre les licenciements. (photo Cramer).

leurs des chantiers Normed de La Ciotat à l'entrevue qui avait lieu le jour même à Paris, entre les syndicats et l'Union des industries métallurgiques et minières, sur les fameux « conseils de conversion », c'est-à-

dire sur la manière dont le patronat et le gouvernement veulent nous mettre au chômage en évitant les remous.

Eh bien, du remous, il y en a eu, et rien ne dit qu'il ne se transformera pas en vagues !

Le pointage = esclavage

Le nouveau système de pointage va bientôt être installé.

Quels que soient les arguments dont se sert la direction pour la mise en place de ce système, cela se traduira par des ennuis pour nous. En fait, comme à Strasbourg, nous devons pointer en bleus.

Bien sûr, pour nous faire passer la pilule en douceur, il y aura des aménagements au début, et peut-être des

tolérances. Mais en fait la direction a dans la tête de nous faire pointer en bleus, à l'heure et à proximité des machines. Ainsi elle gagnerait environ 10 minutes par jour et par travailleur.

Mais ces 10 minutes qu'elle gagnerait, nous les perdrons.

Mais dans tout ça, rien n'est joué !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière General Motors Strasbourg.

□ **AMN Vauzelles**
Dépôt SNCF de Nevers (Nièvre)

Des problèmes qui s'accumulent



Aux AMN de Vauzelles (Ateliers du Matériel de Nevers) et au Dépôt SNCF, nous avons retrouvé à la rentrée les mêmes problèmes qu'avant les vacances.

Depuis plusieurs années, il n'y a pratiquement plus d'embauche et les effectifs sont en baisse. Actuellement, nous sommes 1 100 aux AMN et 600 au Dépôt. D'une part, les camarades qui partent en retraite ne sont plus remplacés. D'autre part, la direction achète un matériel plus moderne et plus performant, et cela ne sert pas à diminuer la charge de travail de chacun mais à supprimer des postes, ainsi en est-il à l'atelier des Roues après l'installation de deux tours à commande numérique ou aux Pièces Neuves avec l'achat d'un nouveau tour et d'une fraiseuse.

La direction utilise aussi un autre moyen pour supprimer des postes : faire faire le travail par d'autres. Au Magasin général, les camarades de la filière 13 étaient chargés de l'approvisionnement des casiers des équipes. Maintenant leur travail devra être fait par les équipes elles-mêmes. La direction fait des économies sur notre dos en supprimant des emplois, et le gouvernement nous dira ensuite qu'il est

préoccupé par le nombre des chômeurs.

Par ailleurs, pour la SNCF, il n'y a pas de petites économies. Pour avoir des bleus, il faut que la direction décide que le travail est salissant. Ainsi au Dépôt, aux Boggies-Caisnes, une équipe y a droit, pas les deux autres.

Depuis environ un an, nous avons des réunions « libre expression ». La plupart du temps, elles sont dirigées d'office par le chef d'équipe et il n'est pas question d'y parler montant des salaires ou des conditions de travail, pour la direction, ce n'est pas le moment. La seule chose qui l'intéresse dans ces réunions, c'est de trouver des méthodes de travail pour améliorer la productivité.

Pourtant en ce qui concerne nos salaires, ils sont loin de suivre la hausse des prix. Celle-ci officiellement dépasse déjà les 6 %, nos salaires n'ont été augmentés cette année, eux, que de 1 %. Alors on est vraiment loin du compte.

Cela fait beaucoup de raisons de mécontentement qui s'accumulent. Et dans un passé proche, les cheminots de Vauzelles ont déjà su trouver le chemin des bureaux de la direction.

Correspondant LO



□ **Hôpital Edouard-Herriot (Lyon)**

Ça bouge dans les labos

Au mois de juin, nous apprenions que les études des internes en pharmacie étaient modifiées par un nouveau décret qui entrerait en application au 1^{er} octobre 1984. Ce décret précise que les internes devront être en cours cinq demi-journées par semaine, ce qui fait qu'ils ne pourront plus assurer les gardes en laboratoire avant 19 heures, au lieu de 13 heures actuellement. D'ici quatre ans, le décret prévoit qu'ils ne feront plus aucune garde, c'est-à-dire que les postes qu'ils occupent la nuit et le matin ne seront plus assurés par eux. Aux Hospices Civils de Lyon, l'administration décidait de faire faire le travail des internes par les laborantines et pour ce faire rallongeait la plage horaire jusqu'à 19 heures au lieu de 16 h 20 ; ceci bien entendu sans augmentation d'effectifs. L'administration émet le souhait d'obtenir des créations de postes en 1985. En attendant, dès le 1^{er} octobre, le personnel devra assurer le surcroît de travail.

Mais l'administration n'en restait pas là, en accord avec les chefs de service, elle profitait de ce nouveau décret pour rallonger les plages horaires des aides-laborantines et des secrétaires à l'hôpital Edouard-Herriot sans aucune demande d'effectifs supplémentaires. Cela fait déjà longtemps que les patrons le demandent, mais jusqu'à maintenant le personnel s'y était opposé et ils avaient dû y renoncer.

Dès le mois de juin, les personnels de laboratoire se mobilisaient pour refuser les nouveaux horaires et le surcroît de travail. En septembre, l'administration des Hospices Civils de Lyon déposait son projet au Comité technique paritaire. Aussitôt, le personnel de laboratoire et les trois organisations syndicales organisaient un débrayage à l'hôpital Edouard-Herriot. Tous les laboratoires se sont mobilisés massivement. Et c'est à plus de 60 de l'hôpital Edouard-Herriot que nous sommes allés au comité technique paritaire pour montrer notre indignation, notre détermination à refuser ces nouveaux horaires et la



surcharge de travail tant que nous n'aurions pas les effectifs nécessaires. Et nous avons demandé le retrait de ces nouvelles mesures pour les aides-laborantines et les secrétaires non concernées par le décret. Devant le personnel, les chefs de service reconnurent le bien-fondé de nos revendications mais une fois que nous fûmes sortis, ils demandaient et votaient l'application du projet de l'administration.

En assemblée générale, le personnel des laboratoires décidait de ne pas en rester là. Il déposait un préavis de grève illimitée, ce qui lui permettait d'organiser des actions sans avertissement. Un débrayage était d'ailleurs décidé pour le 18 septembre. Nous nous sommes rendus dans les autres hôpitaux concernés par la réforme des études des internes en pharmacie. C'est ainsi que nous avons appris que des postes devaient être créés au 1^{er} octobre dans certains hôpitaux, comme à Lyon-Sud et à Debourg. Cela renforça notre détermination.

Devant notre mobilisation, le directeur d'Edouard-Herriot, qui jusqu'alors n'avait jamais fait part de ses intentions au personnel et avait agi dans son dos, nous a invités à une réunion le lundi 24. Et au cours du débrayage prévu le mardi 25, nous comptons bien obliger le directeur général des Hospices Civils de Lyon à nous recevoir. Le vendredi 28, une journée de

grève a été décidée pour nous rendre au conseil d'administration où le projet de l'administration doit être entériné. En tout cas, si nous n'avons pas des effectifs supplémentaires au 1^{er} octobre, nous sommes bien décidés à continuer nos horaires actuels et à refuser le travail des internes.

Un tract expliquant la situation dans les laboratoires a été distribué par les laborantines et les aides-laborantines à l'ensemble du personnel de l'hôpital Edouard-Herriot, car l'administration veut faire supporter à tous les agents les restrictions budgétaires du gouvernement en matière de santé.

Notre but est de montrer au personnel qu'on n'est pas obligé d'accepter sans rien dire le manque d'effectifs. Actuellement, dans les services, le personnel voit ses semaines de travail rallongées et il est obligé de venir travailler sur des repos.

Parallèlement à l'action des laboratoires, les radios d'urgence ont décidé de ne plus accepter la dégradation de leurs conditions de travail et après une entrevue à la direction de l'hôpital, ils comptent aller voir le directeur général des Hospices Civils de Lyon et si cela ne suffit pas, en saisir la presse et la télévision.

L'administration devrait se méfier car le personnel, dans différents secteurs, commence à se mettre en colère.

Correspondant LO

□ **Cépus Chimie à Jarrie (Isère)**

Retour de manivelle

La dernière trouvaille de la direction de Cépus-Chimie (à Jarrie près de Grenoble), c'est le versement annuel d'une prime « d'expérience ». Une prime à la « tête du client ». Qu'on en juge : un montant est d'abord fixé pour chaque travailleur en fonction de la qualification ; ensuite une note est attribuée à chacun par la maîtrise, note tenant compte de critères comme l'absentéisme ou la « disponibilité ». Cette note peut aller de 0 à 2, et elle multiplie ou diminue la prime. Si un ouvrier a 0 : pas de prime du tout ; 0,5 la moitié de la prime ; 2, deux fois la prime.

Personne, pour l'instant, ne connaît la valeur de cette prime mais les chefs convoquent un par un les ouvriers pour leur donner leur note. Cela a valu à certains chefs quelques répliques qui avaient l'air de les surprendre du style : « Votre note, on s'en fout » et bien d'autres discussions où les chefs en ont été pour leurs frais.

Mais le plus important aujourd'hui c'est la façon dont ont réagi de nombreux ouvriers, plus de 80 sur 200, qui ont décidé de se répartir cette prime en parts égales. Le montant de la prime apparaîtra

sur la fiche de paye fin septembre et les travailleurs ont décidé de verser ce montant sur un compte en banque ouvert par la CGT. La somme totale ainsi collectée sera partagée en parts égales entre tous les ouvriers qui auront effectué cette démarche.

Il y en a un qui ne va pas apprécier ce geste qui montre que beaucoup d'ouvriers ne marchent plus à ces petits jeux de bonnes ou mauvaises notes qui visent à les diviser : c'est le patron.

Correspondant LO

« L'été 36 » de Bertrand Poirot-Delpech

Le roman évoque les premiers congés payés du mois de juillet 1936. Ils sont à l'origine de la rencontre entre deux mondes : celui des Saint-Aubert, famille de général, de patron, de jeunes freluquets engagés à l'Action Française, plus quelques fous ou brebis galeuses, et le monde des campeurs de la « blanchisserie des Binelles, linge en gros, Sèvres, Seine-et-Oise », avec curé, communiste, piveriste et jeunes gavroches découvrant la mer et les choses de la vie.

La rencontre a lieu dans un pré du manoir des Saint-Aubert, villégiature surplombant la Rance et la baie de Saint-Malo. Les « congés payés » se sont tout bonnement installés là, le plus naturellement du monde : « le droit de propriété et le Dieu de l'Occident bafoués par des campeurs, sur un air de tango ! » La rencontre manque de tourner à l'aigre, mais des événements imprévus surviennent, qui perturbent les barrières de

classes : deux gamins des deux bords vont devenir copains et Victoire (née le 11 novembre 1918, on est patriote chez les Saint-Aubert !) aimera le nommé Gabin, métallo communiste, qui lui fera à sa façon le coup de la panne.

Les personnages sont campés avec humour, surtout les Saint-Aubert, solides réactionnaires fin prêts pour le futur service du Maréchal ou cyniques profiteurs, et leurs rejetons : Bernard le minable, fasciste antisémite, ou Victoire, fille libérée en rupture — affective — de classe. Le monde ouvrier est perçu avec moins de finesse, mais apparaît combien plus généreux !

Les personnages se meuvent sur le fond des événements d'alors, évocation nourrie des Actualités Gaumont, du cinéma de Renoir, des divers faits inspirés des journaux de l'époque et que traversent les Blum, Salengro, Malraux, Pétain, Hitler, Franco.



Ce n'est pas un roman sur juin 1936 ; et la classe ouvrière, qui venait d'ébranler la société, n'apparaît qu'en arrière-plan. Mais c'est un roman qui sait rendre avec force à quel point, dès l'été 36, les forces réactionnaires voulaient se venger de leur peur et relevaient la tête. L'antisémitisme se sentait ragaillard par les exactions hitlériennes

et une fraction de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat rêvait d'imiter le voisin allemand. La politique de Blum, bradant les intérêts ouvriers et clamant la non-intervention en Espagne, rencontrait leur approbation et leur mépris : « Depuis qu'il est là, le fric coule à flots pour nous. Même que dénoncer les conneries de Blum, de notre

part, ça devient héroïque, cornélien », dit un gendre de Saint-Aubert !

Un roman plein d'humour qui, au-delà d'une intrigue un peu rocambolique, réussit bien à reconstituer quelques aspects de l'ambiance de l'après-36.

Michel BROUSSE
L'été 36 de Bertrand Poirot-Delpech, éd. Gallimard, 78 F.

« Laura Brams » de Patrick Cauvin

Le dernier livre de Patrick Cauvin, l'auteur de *E = mc² mon amour*, est un nouveau roman d'amour, mais avec des raffinements temporels. En effet, si le héros est un romancier à succès, qui a les pieds bien sur terre, l'héroïne, elle, est très belle, très intelligente, mais elle a de drôles d'idées : elle est convaincue d'avoir eu une vie antérieure, il y a 4 000

ans, en Haute-Egypte. Et chaque fois qu'elle touche à des êtres ou à des choses de sa vie antérieure, elle est soumise à de violentes crises. Situation inconfortable à laquelle le couple essaie de remédier : elle se soigne, ils partent le plus loin possible de l'Egypte, dans les neiges éternelles... Mais rien n'y fait, l'attraction de l'Egypte est plus forte.

Autour de cette fable de réincarnation, Patrick Cauvin a écrit un roman qui ne survivra certainement pas dans 4 000 ans, mais qui est plein de drôlerie, de tendresse et même... de suspense.

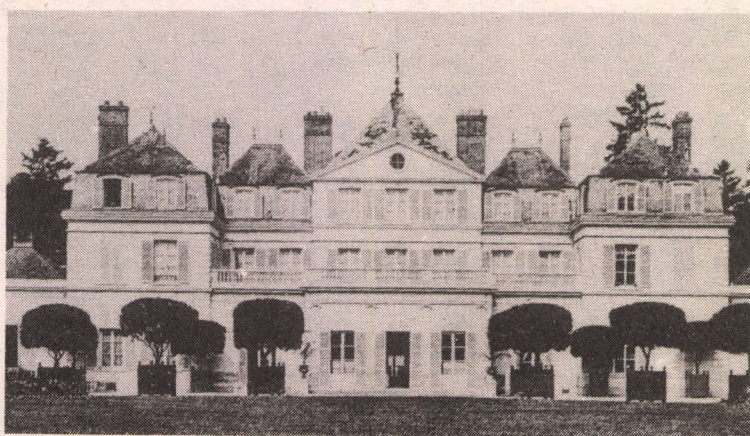
Annie DESCHAMPS
Laura Brams de Patrick Cauvin, éd. Albin Michel, 75 F.

« Histoire d'un domaine »

Dans une première partie, les auteurs ont réuni toutes les archives traitant de près ou de loin des propriétés sur lesquelles s'est installée au début du siècle cette cité originale de la banlieue sud de Paris, de l'époque de l'abbaye Sainte-Geneviève sous Clovis au 19^e siècle.

Puis la deuxième partie, de loin la plus intéressante, débute en 1911, lorsque le domaine fut racheté par une coopérative : Paris-Jardins.

Les années 1900-1920 furent « l'âge d'or » des coopératives de consommation. Dans la classe ouvrière, mais surtout dans les nouvelles classes moyennes des villes, chez les « cols blancs », employés ou voyageurs de commerce, les idées socialistes et anarchistes de l'époque se traduisent par le développement de mutuelles ou de coopératives. Pour les fondateurs de Paris-Jardins, il fallait surtout répondre à la crise du logement qui sévissait à Paris dans les années 1910. Le principe était, par la coopération, d'acheter moins cher et de bâtir des logements modestes mais « confor-



Le carriole du père Junier.

tables » et « hygiéniques ». Paris-Jardins devait former « un milieu social tolérant et altruiste ». Le chateau de Draveil, le potager, une partie du parc, l'orangerie, étaient parties communes et les sociétaires y organisèrent une vie culturelle.

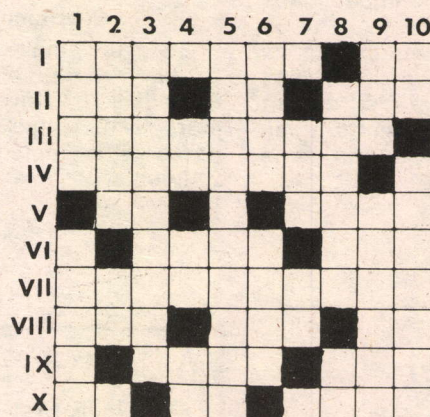
Les deux guerres furent l'occasion de crises pour la coopérative, qui semble avoir servi de cadre à des expériences associatives après 1968.

Malgré une utilisation un peu fastidieuse des documents d'archives, surtout dans la première partie, ce livre, écrit par des coopérateurs, offre une description détaillée et intéressante de cette expérience peu connue de coopérative.

Françoise PREVOST

Histoire d'un domaine publiée par l'Association des amis de l'histoire du chateau de Draveil, 120 F.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Souvent en tête d'un joyeux défilé - Démonstratif. II. A des fleurs jaunes - Sigle d'un grand - Construction en Provence. III. Se regardent avec complaisance. IV. On lui promet toujours plus. V. Préposition - Parfois riche. VI. Pour situer sur un cours d'eau - A parfois son tic. VII. Peut être une machine à calculer. VIII. Artère - Sous la tête - Gai participe. IX. Connues - Incongruité. X. Fin de verbe - Sigle politique - Evalue.

VERTICALEMENT

1. Celle de sel est utile ou agréable - Limite. 2. Qui concerne le raisin - Filet d'eau. 3. Offrandes nocturnes pas toujours du goût des voisins. 4. Sur certains véhicules étrangers - Deux romains - Vient de pouvoir renversé. 5. Reçus. 6. Château - A l'ouest du Vietnam. 7. Précédé de « bien » pour donner son accord - Pronom. 8. Peut être agricole - Saint des Pyrénées. 9. Il peut être particulier ou général - Ennemis de Rodrigue. 10. Suit le docteur - Dont on a donné au moins un aperçu.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	B	E	A	U	T	O	L	A	I	S
II	L	O	N	G	I	L	I	G	N	E
III	A	N	T	I	C	E	N	E	N	
IV	N		I	N	C		U	N	D	E
V	Q		R	E	E	L	L	E	S	
VI	U	S	A		R	I	E	S	T	
VII	E	U	D	E		N	V	I	S	E
VIII	T	R	A	I	T	E	M	E	N	T
IX	T	E	N	R	E	S			O	U
X	E	T		E	T		L	O	D	E

Le Douanier Rousseau au Grand Palais

C'est jusqu'au 7 janvier que le Grand Palais présente une cinquantaine d'œuvres du peintre Henri Rousseau.

Henri Rousseau, appelé à tort « le Douanier Rousseau », puisqu'il ne fut jamais douanier mais employé à l'octroi de Paris, est né en 1844 à Laval. « Peintre du dimanche » durant de nombreuses années, il ne se consacra entièrement à la peinture qu'à l'âge de 49 ans. En 1884, il obtint une carte de copiste au Louvre et ce fut en 1885 qu'il exposa pour la première fois deux toiles au Salon officiel. L'une sera percée à coups de canif et les critiques seront très mauvaises. C'est ainsi qu'il se retrouvera au Salon des Indépendants avec de nombreux impressionnistes et y exposera chaque année. Provoquant surtout les rires et les moqueries des critiques, il réussira néanmoins à imposer sa peinture.

L'exposition est présentée en deux parties. Les premières salles sont surtout consacrées aux paysages de banlieue et aux portraits. La deuxième partie, elle, est constituée essentiellement de jungles et de paysages exotiques. Les sources d'inspiration du peintre sont en effet très diverses. Homme de son époque, il rend hommage aux progrès techniques dans de nombreux tableaux. Il fut un des premiers à représenter la Tour Eiffel ou des « machines volantes ». Ses portraits sont statiques et émouvants, quelquefois peut-être lourds, mais expressifs.

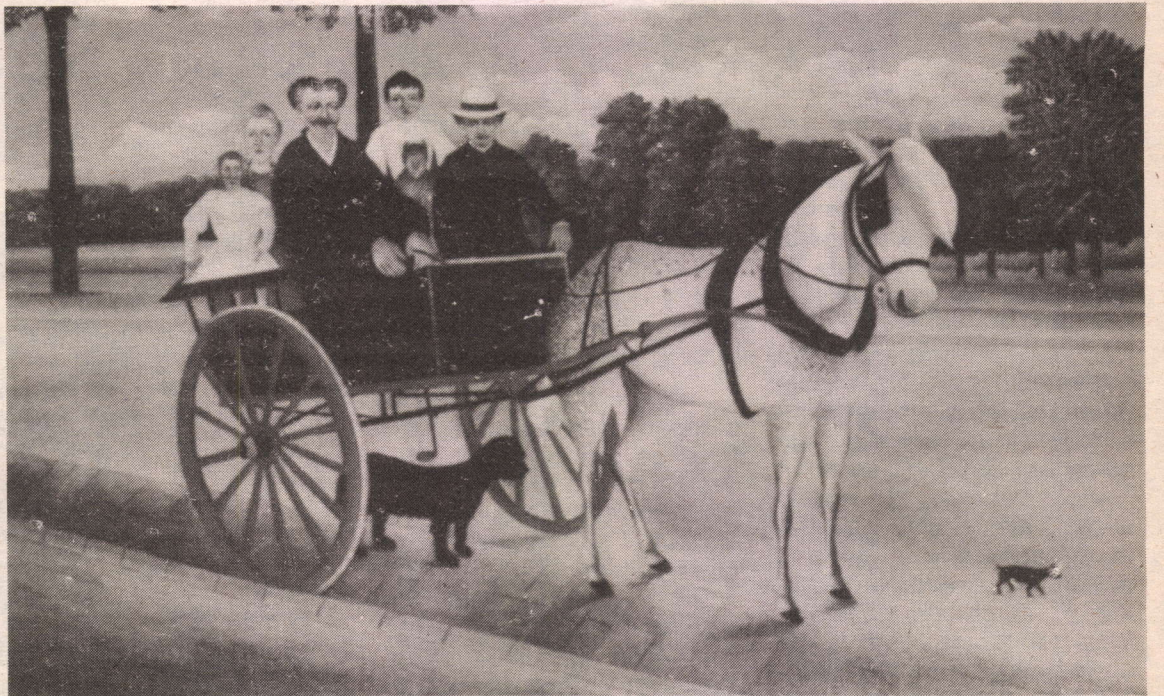
Rousseau était un autodidacte, il n'était pas passé par des écoles de peinture et maîtrisait mal, entre autres, la perspective. Mais il a su s'inventer un style bien à lui. Il s'est fabriqué son propre système de représentation et, bien qu'inclassable parmi les cubistes ou les surréalistes, il participe activement au grand tournant du siècle.

La deuxième partie nous conduit au travers d'une jungle fantastique, étouffante par sa luxuriance, où la végétation occupe pratiquement tout l'espace et où l'homme ou l'animal semblent perdus. Rousseau n'a pas voyagé, il n'a pas fait la campagne militaire de 1866 au Mexique comme il le faisait croire. Ses tableaux ne sont pas des souvenirs. Sa flore, il la tire de l'observation des serres du Jardin des Plantes, de planches de botanique, et bien sûr de son imagination. Les variétés de plantes qu'il peint n'existent pas.

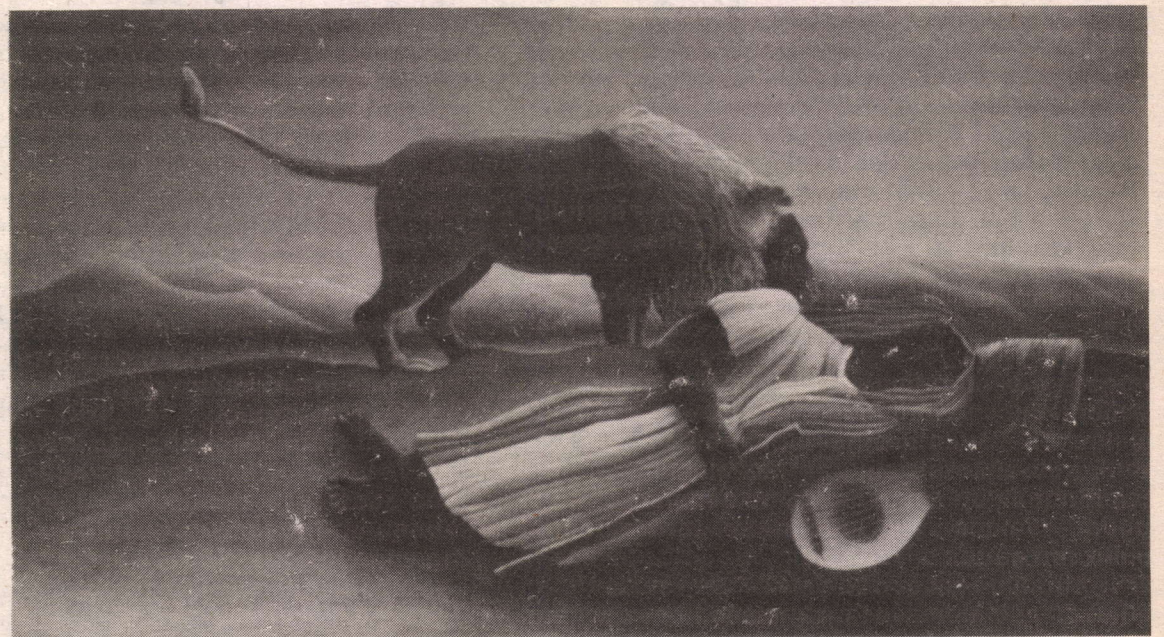
Alors, naïf ou précurseur, le Douanier Rousseau ne laisse pas indifférent. Une exposition à voir pour ceux qui l'apprécient déjà ou pour tous ceux qui ont envie de connaître mieux son œuvre.

Ghislaine GAUTHIER

Galeria nationales du Grand Palais, entrée 16 F. Samedi 12 F. Ouvert tous les jours de 10 heures à 20 heures, nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures.



La carriole du père Junier.



La bohémienne endormie.

On nous communiqué



A la brasserie *La Cigale*, aux Puces, à Saint-Ouen, les samedis et dimanches en soirée, vous pourrez écouter Jacqueline Charton, qui chante sous le nom de Mayenna, avec son répertoire de vieilles chansons françaises ainsi que des chansons de sa composition. Elle est accompagnée à l'accordéon. On peut l'écouter en dégustant moules et frites.

Un troisième disque de Mayenna est en vue ainsi que quelques petits galas.

Sélection télévision

Samedi 29 septembre

TF1 20 h 35. Chien écrasé
Un téléfilm d'après une série noire. Y sont réunis tous les stéréotypes du genre sous forme de pastiche.

TF1 22 h. Droit de réponse : blanc bonnet et bonnet blanc : « Le discours politique répond-il aux préoccupations des Français ? » Nous doutons que les hommes politiques et les journalistes invités à cette émission de Michel Polac puissent répondre mieux que d'habitude à cette question. A signaler la participation de Francine Gomez et Daniel Cohn-Bendit.

Dimanche 30 septembre

TF1 19 h. Sept sur sept
Emission d'actualités, dont l'invité n'est pas encore annoncé !

A2 19 h. Le mystérieux docteur Cornelius (Troisième épisode). De bons acteurs pour une histoire diabolique d'après le roman de Gustave le Rouge.

TF1 20 h 35. L'honneur d'un capitaine
Film de guerre de Pierre Schoendoerffer (1982) avec Nicole Garcia et Jacques Perrin. La veuve d'un officier de

l'armée française accusé de torture, cherche à réhabiliter son mari. Apologie de l'armée ou témoignage sur la guerre d'Algérie ? Les deux, mon capitaine !

FR3 22 h 30. L'inconnu et La marque du vampire

Deux films fantastiques de Tod Browning. Le premier est muet et raconte l'amour malheureux d'un saltimbanque sans bras pour la fille du patron du cirque. Le second, parlant, est paraît-il, un « curieux » film de vampires...

A2 22 h 55. Le monde de Chagall

Une demi-heure avec la peinture de cet artiste né en Russie, il y a 97 ans.

Lundi 1^{er} octobre

A2 20 h 35. Henri Krasucki à l'heure de vérité.
Va-t-il réellement mettre le paquet... pour répondre aux questions des journalistes et des téléspectateurs ?

FR3 20 h 35. Les félins
Film de René Clément (1963) avec Alain Delon et Jane Fonda. Un policier sans beaucoup d'action mais avec beaucoup de psychologie.

Mardi 2 octobre

TF1 20 h 35. L'équipe Cousteau en Amazonie.

Quatrième partie : ombres fuyantes : un reportage sur la vie des Indiens dans la forêt amazonienne et les méfaits de l'invasion des Européens.

A2 20 h 40. La dérobade. Les dossiers de l'écran présente le film de Daniel Duval, avec Miou-Miou et Maria Schneider, qui reprend l'autobiographie d'une ancienne prostituée. Le film sera suivi d'un débat sur la prostitution.

Mercredi 3 octobre

A2 20 h 35. Manipulations
Téléfilm avec François Cluzet : Chassé-croisé entre flics et terroristes. C'est bien ficelé, paraît-il.

Jeudi 4 octobre

FR3 20 h 35. Les dieux et les morts

Un film brésilien de Ruy Guerra (1970). Les rivalités entre deux riches familles de planteurs de cacao pendant la grande dépression des années 1920 au Brésil. Une ambiance de légendes, de mythologies...

A2 20 h 35. Résistance
Magazine des droits de l'homme présenté par Bernard Langlois, avec en parti-

culier une séquence sur des enfants chiliens en exil en Europe. Y dira-t-on quelque chose sur le sort des militants basques de Fresnes ?

TF1 23 h 05. Muriel (1962)
Film d'Alain Resnais avec Delphine Seyrig. Un classique du cinéma avec en toile de fond la guerre d'Algérie.

Vendredi 5 octobre

A2 20 h 35. Des grives aux loups

Le premier épisode d'une série d'après les romans de Claude Michelet. La vie de deux familles paysannes d'un petit village de Corrèze au début du siècle.

FR3 20 h 35. Les progrès en cancérologie.

La « médicale » d'Igor Barrère.

A2 21 h 35. Apostrophes
L'émission littéraire de Bernard Pivot autour de la nouvelle biographie de De Gaulle, publiée par Jean Lacouture.

TF1 21 h 50. Le château
Dramatique d'après Franz Kafka avec Daniel Mesguich.

A2 23 h. La Renarde
Film de M. Powell et E. Pressburger (1950) tiré d'un roman de Mary Webb une histoire romanesque dans l'Angleterre de la fin du 19^e siècle.

« Paris, Texas » de Wim Wenders

avec Harry Dean Stanton et Nastassja Kinski

Critiques et habitués du Festival de Cannes avaient acclamé, dans une belle unanimité *Paris, Texas*, le dernier film de Wim Wenders, jeune cinéaste allemand, (Paris étant en l'occurrence un village américain du Texas, un des Etats limitrophes du Mexique). Personne n'avait contesté sa Palme d'Or. Du « jamais vu » à ce qu'il paraît.

Toute une renommée avait donc précédé la sortie de ce film dans les salles françaises. Mais on pouvait se demander si deux heures trente sur un thème cher à Wenders, l'errance et la recherche de soi, ce ne serait pas dur à avaler, si ce Travis, l'un des héros, ce « paumé » du début du film, ce solitaire en casquette rouge que tout le monde croyait mort depuis des années, n'allait pas nous entraîner dans une histoire ennuyeuse et peu crédible.

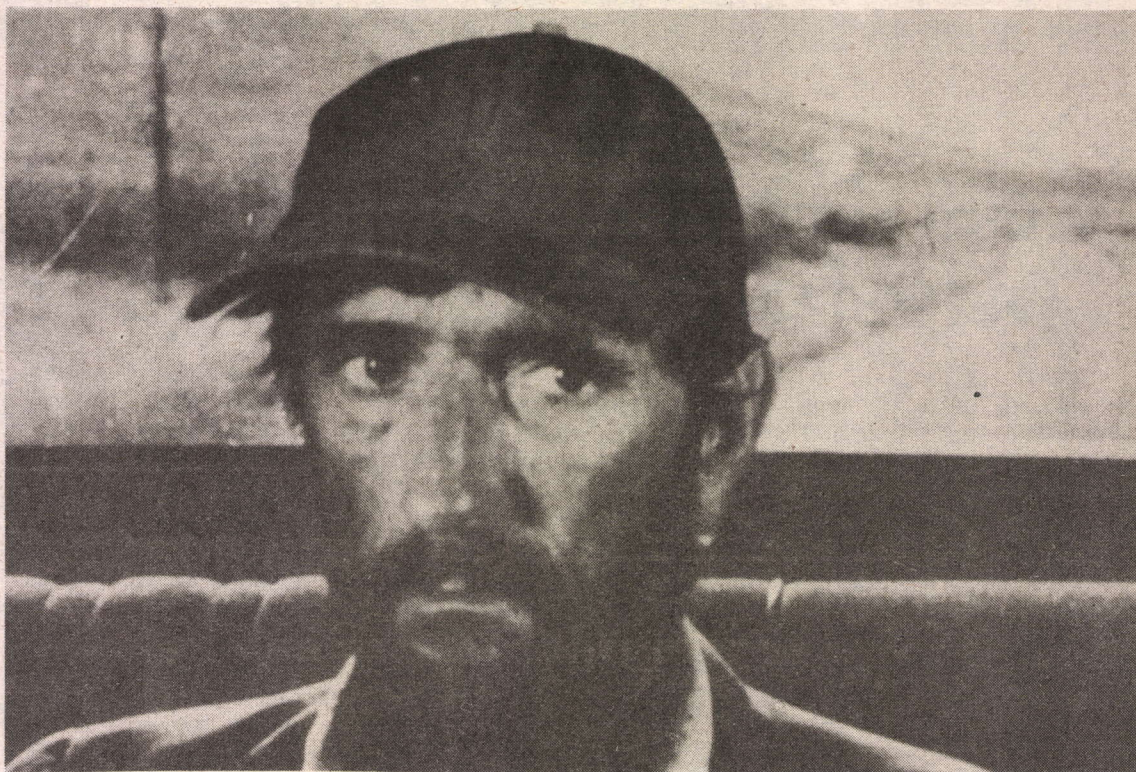
Or, on y plonge, dans son histoire, on y croit. Force de l'émotion qui découle des situations, des sentiments forts et simples qui unissent les personnages, et du jeu des

personnages eux-mêmes : Hunter, l'enfant de sept ans, son oncle et sa tante qui l'ont élevé, sa mère qui l'a laissé un jour ; des personnages qui ont de l'épaisseur, qui savent faire croire qu'ils sont là, et bien là.

De plus, scène après scène, un véritable suspense se construit, accentué par l'atmosphère du film, ses paysages immenses, ses routes interminables.

Et s'il y a quelques lenteurs ou quelques banalités, ce qui reste, ce sont de très belles scènes, comme celle où Travis, ayant retrouvé celle qu'il a tant aimée dans un minable bordel où les clients viennent l'admirer derrière une vitre, lui raconte son histoire. Ou bien encore celle, poignante, où l'enfant qui a préféré alors suivre son père, donne, d'une cabine téléphonique, quelque part, de ses nouvelles à ceux qui l'ont élevé. La paternité et la maternité, la tendresse pour l'enfant qu'on a élevé, l'amour, tout cela est traité sobrement. Et cela donne un beau film. Un beau mélodrame !

Anne GARBE



Sélection cinéma

FILMS RECENTS...

AU-DESSOUS DU VOLCAN de John Huston.

La déchéance d'un diplomate anglais dans le Mexique de la fin des années 1930. Forum Arc-en-ciel 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). Français 9^e. 14 juillet 11^e (vo). Montparnasse Pathé 14^e. Trois Parnassiens 14^e (vo). Kinopanorama 15^e (vo).

BESOIN D'AMOUR de Jerry Schatzberg

L'incompréhension entre un enfant qui a perdu sa mère et son père qui le croit insensible. Gaumont Richelieu 2^e. Publicis Elysées 8^e (vo).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE d'Eric Rohmer

Un marivaudage plein d'humour à la mode d'aujourd'hui. Forum Orient Express 1^{er}. Impérial 2^e. Quintette 5^e. Studio Cujas 5^e. Elysées Lincoln 8^e. Marignan 8^e. 14 juillet 11^e. Athena 12^e. Montparnos 14^e. Olympic Entrepôt 14^e. Sept Parnassiens 14^e. 14 juillet 15^e. Clichy Pathé 18^e.

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT.

de Robert Zemeckis. Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et plein d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour ! Gaumont les Halles 1^{er} (vo). UGC Opéra 2^e. Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Montparnos 14^e. Convention 15^e. Sept Parnassiens 15^e. Studio Alpha 5^e.

LE BAL.

d'Ettore Scola. De 1936 à aujourd'hui, l'histoire vue dans les bals. Ettore

Scola a filmé le spectacle du Campagnol.

Studio de la Harpe 5^e.

LES BLUES BROTHERS. de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

L'Epée de Bois 5^e (vo).

CARMEN.

de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2^e. Publicis Matignon 8^e.

YENTL.

de et avec Barbra Streisand. Les révoltes d'une jeune fille dans une famille juive polonaise du début du siècle. Marbeuf 8^e (vo).

L'ETOFFE DES HÉROS.

de Philip Kaufman. Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures. Marbeuf 8^e (vo).

UNDER FIRE.

de R. Spottiswood. A travers le reportage d'une équipe de journalistes, quelques aspects de la guerre civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza. Marbeuf 8^e (vo).

...ET MOINS RECENTS

METROPOLIS de Fritz Lang

Un film de 1926, sonorisé par Giorgio Moroder. Une dénonciation de l'exploitation capitaliste et un appel à la collaboration de classes.

Forum Orient-Express 1^{er}. Saint-Germain Huchette 5^e. Bretagne 6^e. Elysée Lincoln 8^e.

TOOTSIE.

de Sydney Pollack.

Un comédien devient célèbre sous un déguisement féminin, ce qui lui donne l'occasion de dénoncer bien des préjugés.

Opéra Night 2^e.

L'HOMME AU COMPLET BLANC

d'Alexander Mackendrick

Un classique de l'humour britannique, avec Alec Guinness.

Action Ecoles 5^e (vo).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP.

d'Alfred Hitchcock.

En réalité, il ne savait rien, mais les apparences étaient contre lui.

Reflot Quartier Latin 5^e (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

de Jamis Uys.

Une satire désopilante des « bienfaits » de la civilisation occidentale en Afrique du Sud. Lumière 9^e.

DON GIOVANNI.

de J. Losey.

Film d'opéra d'après l'œuvre de Mozart.

Gaumont Les Halles 1^{er} (vo).

UGC Opéra 2^e (vo). Cluny

Palace 5^e (vo). Colisée 8^e (vo).

ALEXANDRE NEVSKI

de S.M. Eisenstein

Fresque héroïque et un tantinet nationaliste de la résistance russe aux envahisseurs mongols et teutons du XII^e siècle.

Olympic Luxembourg 6^e (vo).

FONTAMARA

de Carlo Lizzani

D'après le roman d'Ignazio Silone : un village des Abruzzes face au fascisme mussolinien.

Latina 4^e (vo).

« Le meilleur »

de Barry Levinson

avec Robert Redford

Exceptionnellement doué pour le baseball auquel l'a initié son père, Roy Hobbs (Robert Redford) quitte dans les années 1920 sa ferme natale et sa fiancée pour partir — comme il se doit dans ce pays — à la conquête de la réussite. Il va devenir, n'en doutons pas, le meilleur champion qu'on n'ait jamais vu. Sélectionné pour faire partie de la meilleure équipe de Chicago, cet athlète-né, en route pour la gloire, voit son rêve brisé net.

Mais c'est ici que le film connaît un rebondissement extraordinaire. Nous retrouvons Roy Hobbs 15 ans plus tard. Il vient de se faire admettre dans une équipe minable qui accueille plutôt fraîchement ce joueur qui débute une carrière à l'âge (35 ans) où les champions prennent leur retraite. A partir de ce moment, le spectateur assiste à la réussite fulgurante de cet homme qui, à force de courage physique et moral, lutte, gagne et devient enfin le meilleur.

Joué de main de maître par Robert Redford, ce film reprend une fois de plus le mythe très américain de la réussite individuelle idéalisée à un point inimaginable. Nul doute que ce film de l'Amérique profonde qui se hisse « à la force du poignet » au faite de la gloire fera

mouche auprès des spectateurs américains et... du monde entier.

Orchestré par une musique dans le plus pur style de la grande tradition hollywoodienne, ce film rappelle à bien des égards bien des films de la grande époque hollywoodienne. Nous y retrouvons un monde en blanc et noir où le héros, champion du bien, lutte contre les forces du mal et les vainc. Dans un tel monde, il ne peut y avoir que deux catégories de femmes, celles qui sont démoniaques — vêtues de noir — et les vertueuses — parées de blanc éblouissant — fées du foyer et gardiennes de la famille.

Mais tous ces poncifs et ces clichés, même s'ils font sourire, ne transforment pas pour autant ce film en un mauvais film. Par ses rebondissements, par la lutte acharnée et émouvante que mène le héros sur lui-même, par le suspense qui vous tient en haleine (le héros va-t-il réussir ou pas, tiendra-t-il jusqu'au bout ou pas ?), par ce milieu du sport qu'il montre, les entraînements, les stades gigantesques bourrés de monde qui n'a d'yeux que pour le champion, *Le meilleur* est un film qui se voit avec plaisir.

Marie ANTONIN



La dernière manifestation parisienne du 25 septembre contre l'extradition des militants basques. (AFP).

Extraditions et expulsions des réfugiés basques :

Les droits démocratiques ne pèsent pas lourd face aux raisons d'Etat

Ainsi le gouvernement français — et le Conseil d'Etat a entériné cette décision — a donc pris la décision d'extrader vers l'Espagne trois militants basques réfugiés en France, de les livrer à la justice espagnole et donc aussi ultérieurement à la police, dont on connaît l'acharnement contre les militants de l'ETA. Il a décidé en même temps d'en expulser quatre autres vers le Togo, ce pays où règne une dictature féroce, où d'après Amnesty International des opposants disparaissent, où sont fréquents des emprisonnements arbitraires dans « des cellules sans aération et sans lumière, dans lesquelles on perd la vue quand on n'a pas perdu la vie auparavant », selon les termes du *Canard enchaîné*.

Beaucoup ont cru que des socialistes au pouvoir, c'était au moins un certain respect des droits de l'homme. Eh bien même pas : Mitterrand et autres Badinter ont bradé en trois ans de pouvoir toutes les belles paroles sur les libertés à défendre et sur la terre d'asile que devait être la France.

Depuis deux ans que des gouvernements se réclament du socialisme siègent de part et d'autre des Pyrénées, ils ont enfin trouvé un terrain de collaboration. Si, en ce qui concerne le problème de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, les socialistes français et espagnols sont toujours aussi opposés, les uns et les autres voulant apparaître comme les champions de leurs intérêts respectifs, Mitterrand a enfin donné satisfaction au gouvernement espagnol qui réclame depuis longtemps que la France prenne des mesures contre les militants basques réfugiés dans l'hexagone. C'est aujourd'hui chose faite.

Pour l'essentiel, les dirigeants français reprennent le raisonnement de leurs homologues espagnols : « L'Espagne est aujourd'hui une démocratie. Rien ne peut donc justifier la poursuite de la lutte au Pays basque par des moyens violents. Et les délits commis dans ce cadre ne sont que des délits de droits commun. »

Il y a bien le problème de l'emploi par la police espagnole de la torture, dénoncée par les nationalistes basques, qui gêne quelque peu les intellectuels de gauche français, qui prétendent soutenir à la fois la politique de Mitterrand et les droits de l'homme.

Heureusement pour eux, les responsables espagnols nient farouchement que la torture soit utilisée contre les militants de l'ETA... comme si d'ailleurs le ministre de l'Intérieur espagnol, Barriónuevo, pouvait répondre en connaissance de cause de ce que font ou ne font pas les policiers espagnols ! Car s'il y a bien un ministre socialiste de l'Intérieur, il ne commande vraiment aux forces de répression que dans la mesure où des ordres leur conviennent. Et en aurait-il la volonté, qu'il serait bien en peine de les obliger à respecter un autre comportement que celui qui est le leur.

Qu'on se souvienne comment les protestations de la presse, après la mort sous la torture du militant basque Arregui, en février 1981, furent étouffées par la tentative de coup d'Etat de Tejero. Qu'on se souvienne comment, trois mois plus tard, la Garde Civile d'Almeria tortura et assassina trois jeunes hommes confondus à tort avec des membres de l'ETA recherchés, et combien la lumière fut difficile à faire sur cette affaire. En réalité, en ce domaine, c'est la police et l'armée qui imposent leur manière de faire au gouvernement, et non le contraire.

Et ce n'est pas incompatible avec la « démocratie parlementaire » ; bien au contraire. Les responsables socialistes français, à commencer par Mitterrand, ont bien mauvaise mémoire, ou plus vraisemblablement sont d'une parfaite mauvaise foi, quand ils laissent entendre que des agissements tels que ceux dénoncés par l'ETA ne peuvent exister dans une « démocratie ». Car c'est

dans le cadre d'une Constitution « démocratique », celle de la Quatrième République, et sous un gouvernement socialiste (dans lequel Mitterrand était précisément ministre de la Justice), qu'elle connut dans les commissariats et les locaux de l'armée l'usage le plus systématique de la torture, contre les militants du FLN algérien et ceux qui étaient soupçonnés de l'être ou de les aider, dans les premières années de la guerre d'Algérie.

Mais quand bien même la torture ne serait pratiquée qu'accidentellement, voire pas du tout, dans les commissariats espagnols, cela ne justifierait ni la répression que mène le gouvernement de Felipe Gonzalez contre l'ETA, ni l'aide que lui fournit Mitterrand.

Malgré tous les discours sur le caractère de droit commun des délits des militants de l'ETA, le problème basque est à l'évidence un problème politique, comme l'attestent les résultats électoraux des organisations nationalistes et la sympathie dont l'ETA jouit parmi une fraction importante de la population basque. C'est un problème politique né non seulement des particularités basques, mais également des conséquences de 40 ans de répression franquiste, avec tout ce

que cela a pu accumuler de haines, de rancœurs, et de désirs d'indépendance. Et ce n'est pas parce que, à la mort du dictateur, une constitution parlementaire a été mise en place, ce n'est pas parce que sept ans plus tard le gouvernement en place se dit socialiste, que ce problème pouvait disparaître d'un seul coup.

Felipe Gonzales est l'héritier, quelque peu surprenant, de Franco. Et dans l'héritage, il y a le problème basque. Un problème à propos duquel il peut d'autant moins prendre l'initiative que ni la police ni l'armée ne le lui permettrait. C'est cela la réalité de la situation, et non un quelconque affrontement entre la « démocratie » et le « terrorisme ».

Les travailleurs révolutionnaires ne peuvent certes éprouver la moindre sympathie pour la politique menée par l'ETA. Car les dirigeants de ce mouvement séparatiste se placent d'un point de vue étroitement nationaliste. Certes ils animent des courants syndicaux, les partis légaux qui leur sont liés ont des scores électoraux qui montrent qu'ils ont un appui dans la population, même si la grève générale qu'ils ont lancée pour protester contre les extraditions a été visiblement très diversement suivie. Mais ils se moquent des intérêts

propres de la classe ouvrière. Dans leur lutte contre l'Etat espagnol, ils ne cherchent pas à être compris des ouvriers d'Espagne ni à s'en faire des alliés. Et aujourd'hui, pour riposter contre les décisions du gouvernement français, ils ont décidé de s'en prendre indistinctement à tout ce qui est français. Car ce ne sont pas aux seuls intérêts des capitalistes ou de l'Etat français qu'ils s'attaquent mais aux simples camionneurs, aux possesseurs de véhicules de marque française ou immatriculés en France, montrant là qu'ils ne cherchent même pas à éviter de creuser un fossé entre eux et la population laborieuse qui vit de ce côté des Pyrénées.

Mais les travailleurs révolutionnaires ne peuvent qu'éprouver du dégoût quand ils entendent les dirigeants prétendument socialistes d'Espagne et de France faire des discours sur la démocratie et sur la lutte contre le terrorisme, quand il s'agit pour eux de collaborer au maintien de l'ordre bourgeois, tel qu'il existe de part et d'autre des Pyrénées.

Seuls les travailleurs pourront demander des comptes aux dirigeants de l'ETA. Mais ils devront en demander bien davantage à Gonzales et à Mitterrand.



Deux des trois Basques extradés vers l'Espagne par le gouvernement de Mitterrand. (AFP).